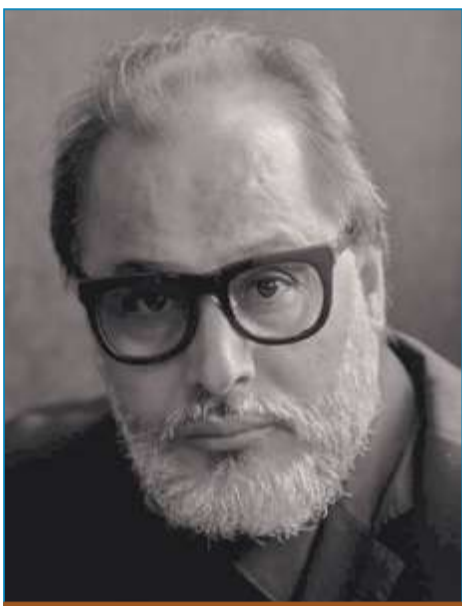


LA VÉRITÉ



Les 100 jours du gouvernement Akhannouch

Quelles leçons en tirer ?



Par **Abdelhak Najib**
Ecrivain-Journaliste



Le temps des charlatans

De tout temps, dans les périodes de graves crises, émergent toujours deux catégories de personnes : les prédicateurs autoproclamés qui font feu de tout bois et les faux savants qui conseillent à tour de bras. Puis il y a une troisième sous-catégorie, celle des nihilistes, qui ont un compte à régler avec la vie elle-même. Ces derniers sont les fouteurs de troubles. Ils jubilent quand ça va très mal et attendent les catastrophes comme d'autres attendent une bonne nouvelle. Au Maroc, nous avons vacillé entre prise de conscience et fatalité. Oui, il y a toujours le fatalisme, il y a toujours l'ignorance et l'inconscience qui luttent contre le bon sens, qui font barrage à la logique et créent des scènes comme celles de ces hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, qui ont envahi la rue, au début de la pandémie, dans quelques villes marocaines, pour juguler le sort et lui faire un pied de nez. Et ce type de sortie fait écho à certains appels illuminés de faux messies qui mettent l'idée de Dieu au cœur de chaque catastrophe, comme un châtement qui fond sur l'humanité pour lui apprendre à bien se tenir. Il ne faut pas oublier qu'il nous faut encore lutter et tourner le dos aux charlatans de tous poils et aux agitateurs, qui, chacun selon ses intérêts, part de son credo pour semer le doute, créer la zizanie, donner de faux conseils, ajouter encore plus de confusion et de cacophonie à un moment où nous avons tous besoin d'y voir plus clair sans éléments perturbateurs ni faux prophètes.

On le sait, l'espoir est plus fort que toutes les peurs. Il est certain que

quelle que puisse être l'issue de cette crise, nous reverrons les villes avec leur frénésie habituelle. Espérons juste que nous n'allons pas oublier que nous avons failli tout perdre. N'oublions pas que la véritable vie est dans les choses simples. Cette pandémie qui nous frappe de plein fouet, depuis un an déjà, doit nous servir d'une grande et profonde leçon de vie. Espérons que beaucoup d'entre nous ont pu apprendre quelque chose en traversant cette terrible épreuve. Espérons surtout que nous avons pu prendre le temps de nous retrouver dans ce que nous avons de plus beau et de plus vulnérable : notre humanité. Espérons que pour beaucoup d'entre nous, on aura enfin compris que les artifices et la fuite dans la futilité ne sont d'aucun secours dans ce face à face avec l'inéluctable. Ne dure que l'essentiel. Seule la simplicité peut nous rendre un peu de nos âmes égarées dans la matérialité à outrance. Tout le reste ne fait que polluer nos esprits et nous brouiller quand nous avons besoin d'y voir plus clair.

Et pour y voir clair, il ne faut pas perdre de vue une question de grande importance : la normopathie. Ou comment rester normal. Comment le redevenir quand on a traversé le désert sans aucune garantie de s'en sortir ? Parce que le plus grand souci des humains, depuis des millénaires, est de trouver le moyen d'être normaux et de le demeurer dans la durée. Ils cherchent et appellent de leurs vœux la norme avec toutes ses variations. Ils veulent tous entrer dans un moule. Ils veulent tous bien s'y caler. Et surtout veiller à ne pas déborder. Il n'y a chez l'hu-

main, tel qu'il a été façonné à travers les âges, aucune velléité de sortir du cadre. Par contre, les humains ont réussi à se créer une case pour chacun. Ils ont mis en place des tiroirs bien identifiés pour des variétés de comportements. Ils ont donné corps à une constante universelle, le calcul permanent. Masque après masque pour que la normalité s'installe et colle à la peau. On se met sur les rails pour être véhiculé comme les autres, chacun dans sa ligne, en attendant d'être amorcé pour avancer, pour reculer, pour bouger et pour se tenir à carreau. Le plus important dans ce façonnage systématique est de ressembler à l'autre. De ressembler à tous les autres. Oui, de se tenir comme le voisin. De s'habiller comme le voisin. De parler comme le voisin. De marcher comme le voisin. En somme, devenir de véritables copies les uns des autres. Sans aucune variation possible. Et quand la nature si brimée tente une sortie en dehors du marasme, on prend cet acte pour une anomalie comportementale. Alors on formate et on remet les choses dans l'ordre. L'ordre établi. L'ordre qui ne souffre aucune entorse. L'ordre qui régule.

Dans ce schéma implacable, l'individu devient du coup son propre régulateur. Il devient cette petite machine à deux pattes, si friable, facilement détractable. À la moindre petite fausse manœuvre, c'est la panique à bord. Les réseaux se déconnectent. Les circuits grillent. C'est le coupe-circuit. C'est le Black Out intérieur. Au dehors, la figure est inerte ou décomposée. La silhouette est disloquée comme un pantin jeté parmi les débris.



Perdition, Errance, Grande solitude

Pour une majorité d'entre nous, la normalité est devenue la règle. La normalité est le credo ultime. Elle est l'ascèse au quotidien. Pour ceux d'entre nous qui ont encore quelques réflexes de liberté, jetez un œil autour de vous et rincez-vous l'œil. Surtout par temps de grave crise, par temps de pandémie mondiale. Jamais le besoin de la normalité n'a été aussi fort, aussi criard. Il faut se résoudre aux évidences: l'ère de la machine est déjà là. Nous sommes aujourd'hui presque tous dépendants des gadgets. Nous sommes tous connectés à d'autres réalités. Nous rêvons tous à des univers virtuels. Rares sont ceux d'entre nous, partout dans le monde (pas seulement au Maroc, pas seulement dans ta ville, ni dans ton quartier, ni chez toi) qui arrivent encore à maintenir des relations réelles et palpables avec les autres. Même face à la mort et la peur de la contamination, les uns comme les autres, ont versé dans la facilité du virtuel comme anesthésiés, comme endormis par des années de façonnage systématique. Regardez autour de vous, vérifiez le fond des choses. Vous allez vous rendre compte que rares sont ceux qui s'aiment vraiment aujourd'hui. Rares sont ceux qui se parlent directement. Rares sont ceux qui s'écoutent concrètement. Rares sont ceux qui veulent garder leur principe d'individuation, coûte que coûte. Surtout quand on sonne le tocsin. C'est dans des moments aussi cruciaux que l'individu se doit de l'être dans l'acception la plus primale du vocable: c'est-à-dire, une entité indépendante, un électron libre, une affirmation de sa propre différence. Le fin mot de toute cette histoire est de revendiquer son indépendance dans un monde normalisé. Le grand enjeu est de clamer haut et fort sa différence dans un univers en sérigraphie. Le secret est de hurler sa liberté au milieu d'une foule qui marche dans le même

sillon.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin de sentir cette sève unique qui fait de chacun de nous un être à part, qui ne ressemble à aucun autre. Un être qui ne veut ressembler à personne d'autre. Un être que l'on ne peut cataloguer. Ni mettre en boîte. Un être humain, un véritable être humain, que l'on ne peut désigner par une appellation comme c'est déjà le cas pour des séries de produits humains qui sortent tous de la même usine, portant le même poinçon de fabrique. Avec zéro date de péremption. Des êtres consommables à vie et qui doivent aujourd'hui abdiquer devant la mort, puisqu'un virus invisible est venu tout faire partir en éclats. Il est venu nous mettre devant une énorme réalité: notre indigence et notre dénuement, puisque nous avons perdu notre essence.

Nous sommes devenus si fragiles, si démunis face au danger que la seule réaction qui nous reste est la manifestation de la peur dans toutes les formes de fuite. Dans cette grosse fabrique de sérigraphies en boucle, dans ce monde qui a déjà pris ses quartiers, ceux qui sortiront du lot seront vite associés à des erreurs de fabrication. Ce seront des espèces d'ovnis dans un monde de certitudes, toutes montées sur du vide. Ce qu'il faut savoir, c'est que si tu sors du lot demain, dans ce monde que l'on a déjà préfabriqué pour toi, on va te lyncher. Si tu manifestes le désir de vivre selon tes rêves, tu seras un marginal. Si tu ne veux cadrer avec aucun modèle, tu seras un excentrique. Si tu revendiques ta différence, tu deviendras dangereux pour tous les autres. Homme ou femme, jeune ou moins jeune, tant que l'on te colle une étiquette, tout ira bien pour toi. Devant l'impossibilité de te mettre dans une des cases créées de toutes pièces pour marquer les gens, on inventera ta vie à ta place. On échauffera des histoires que tu n'as pas vécues et on te les associera. Pour te cerner, on doit te connaître. Et pour te connaître, on te construira une vie de

toutes pièces. Tu te retrouveras avec des souvenirs que d'autres ont mis en place pour toi, histoire de justifier leur connaissance de qui tu es. Ne cherchez pas à comprendre comment sera le monde de demain, ce monde qui sera là, après la crise, après les morts, après les tragédies, après le chaos. Inutile. Et c'est même trop tard, pour beaucoup d'entre nous qui se sont perdus en cours de route, en se créant des vies digitalisées et virtuelles qui n'ont plus aucune prise directe avec les réalités de ce monde. Cela prend aujourd'hui des proportions incroyables qui dépassent toute logique humaine. Et rien ne semble récupérable. Au coeur de la plus grande catastrophe humaine, depuis des millénaires, la prise de conscience semble faire cruellement défaut, comme si les humains avaient, à jamais, perdu tout bon sens, face à l'irréversible. Cela relève d'une profonde pathologie moderne, que l'on a créée, il y a de cela plusieurs décennies, qu'on a semé partout, comme une mauvaise graine, qui s'est multipliée, et qui a pour nom: la normopathie. Oui, une pathologie ancienne et bien implantée. Ou tu portes le virus en acceptant toutes les formes de manipulation ou tu es combattu par d'autres bactéries qui, si tu n'as pas les reins solides et que tu n'as pas de très nombreuses heures de vol au-dessus de la futilité de ce monde, finissent par te bouffer jusqu'à la moelle. Ne subsistera de toi que les ossements méconnaissables d'une ancienne entité vivante qui a fait son temps et qui a été éradiquée. C'est de tout ceci que nous parle cet essai. Une réflexion

sans compromis, qui part de la pandémie du coronavirus, pour prendre le pouls d'une société mondiale à la dérive. C'est là le point de vue d'un psychiatre et d'un philosophe qui font le diagnostic, sans compromise, de l'état d'urgence

dans lequel nous sommes tous jetés aujourd'hui.

Changer de vie ou disparaître.

LA VÉRITÉ
HEBDOMADAIRE D'INFORMATION

Directeur de la Publication :
Hamza El Amrani
Directeur de la rédaction :
Abdallah El Amrani



Rédacteur en chef :
Hamza Abdelouaret

National :
Sanae El Amrani
Aziza Mesbahi

Reporters :
Mohammed Taoufiq
Bennani
taoufiq.mo@gmail.com

Salima Serghini
Raouya Lachhab
(Tanger - Tétouan)

Chroniqueur
Jawad Kerdoudi

Correspondant régional
Abdelkader Belcadi

Bureau de Rabat
GSM : 06 52 02 15 76

Infographiste :
Mohammed Jibril

Assistante de direction :
Fatima Lakmad

Photos : AFP / MAP

Assistant de la rédaction :
Noureddine Choukry

Siège Social
22, Rue Ahfir (ex Cannes),
Val d'Anfa, Casablanca

Technique et commercial
96, Rue Alwahda,
Mers Sultan, Casablanca

Tél. :
05 22 47 22 86
05 22 47 34 12

Télécopie/Fax :
05 22 20 29 67

N° de la commission
paritaire : H.F/040-06

I-SENSE

Une solution de maintenance prédictive

I-SENSE est une solution clé en main capable d'anticiper les dysfonctionnements de machines industrielles et de contribuer à leur maintenance, grâce aux données recueillies par des capteurs embarqués, analysées en temps réel.

Quand une panne survient dans une machine, son remplacement ou sa réparation génèrent un coût considérable en plus de l'impact lié à l'arrêt de la chaîne de production, surtout lorsque les pièces sont coûteuses ou ne peuvent pas être rapidement remplacées.

Pour s'attaquer à ce problème, des ingénieurs d'OCP Maintenance Solutions (OCP-MS), filiale du Groupe OCP spécialisée en maintenance prédictive et digitalisation industrielle, ont lancé une solution de maintenance prédictive baptisée I-SENSE, fondée sur des algorithmes de machine learning qui traitent les données des capteurs et rapportent, à distance et en temps réel, l'état exact et le fonctionnement des équipements.

Cet environnement IoT permet de capter les signaux faibles qui reflètent de façon prédictive les anomalies dans le fonctionnement d'une machine, et donc l'intervention d'un technicien sur la machine en temps opportun. L'objectif ultime étant d'assurer un fonctionnement continu des équipements.

La solution cible les industriels disposant d'équipements rotatifs, et désireux d'instaurer une politique de maintenance fiable et intelligente, fondée sur la remontée et l'interprétation automatique des données. "Actuellement, la solution est déployée chez plusieurs clients dans différents secteurs d'activité comme la chimie, la cimenterie ou l'agroalimentaire. Car l'enjeu de maintenance prédictive est central pour toutes les industries", confie à Médias24 Omar Amrani Nejjar, CTO de I-SENSE.

Une solution 360° pour la maintenance prédictive

"I-SENSE est capable de communiquer avec l'ensemble des systèmes informatiques de l'entreprise, d'anticiper un dysfonctionnement ou une panne et de recommander des actions préventives avant que le problème ne s'aggrave. Notre solution permet ainsi de réduire les coûts de maintenance et le nombre de pannes, d'augmenter la durée de vie des équipements et d'améliorer leur taux de rendement global", explique notre interlocuteur.

I-SENSE est donc une plateforme clé en main qui utilise des outils d'analyse avancée, de machine learning et d'intelligence artificielle. Elle comprend :

- le hardware, composé de capteurs



• Des ingénieurs d'OCP-MS lancent une solution de maintenance prédictive.

IoT et de cartes d'acquisition et de traitement des données ;

- le software, sous forme de solution technique en SAAS, en Cloud ou en déploiement local sous forme de licences à vie.

Le software "peut être intégré dans les capteurs déjà installés dans les machines de nos clients", tient à préciser notre interlocuteur. "C'est une solution déployée sur mesure", ajoute-t-il. L'entreprise peut ainsi choisir parmi plusieurs fonctionnalités et modules, selon son besoin, comme la remontée de données des systèmes industriels, l'analyse et la prise de décision dédiées à la maintenance industrielle, le suivi centralisé des indicateurs clés de performance via des tableaux de bord, la prédiction des pannes par l'analyse de l'état des machines en temps réel, ou la téléassistance sur chantier en mode réalité augmentée.

Une solution développée par des intrapreneurs d'OCP-MS

"Le développement de la plateforme I-SENSE a été déclenché par des besoins industriels, à travers les" feedback de nos

différents clients qui ne pouvaient plus structurer les données provenant des différents capteurs et appareils industriels", pointe notre interlocuteur.

Il remonte à 2018, citant le cas d'un client dont l'équipe d'exploitation a signalé des valeurs alarmantes de vibration sur un équipement critique ; ce qui a causé une énorme perte de production pour le changement d'un sous-ensemble central pesant environ deux tonnes, avec une ligne à l'arrêt durant deux semaines. "Ce client pouvait éviter cet arrêt imprévu s'il avait eu un système de suivi et de prédiction des pannes lui permettant de planifier à l'avance l'intervention en temps opportun. L'arrêt d'activité pouvait se limiter à trois jours au maximum au lieu de deux semaines", explique Omar Amrani. Il ajoute que cette problématique a été identifiée auprès d'autres industriels "en l'absence d'une solution qui mixe entre l'interfaçage, les outils techniques et les modèles d'apprentissage automatique dans le marché", estime notre interlocuteur.

Face à ce constat, et pour répondre à ces problématiques terrain, une équipe de huit personnes s'est constituée pour développer une solution qui facilite la lecture et l'interprétation de données

provenant de plusieurs capteurs. Ce qui a donné naissance à I-SENSE au terme de deux années de développement. L'équipe comprend des profils variés et complémentaires issus de l'industrie, IT, la data science, du commercial et marketing, avec, à leur tête, trois cofondateurs : Karim Elbaz, CEO, diplômé de l'ENSET en génie logiciel et systèmes informatiques distribués ; Sara Khadim, CCO détenant un master en software engineering de l'Université Al Akhawayn ; Omar Amrani Nejjar, diplômé de l'ENSAM en génie électromécanique et systèmes industriels, et titulaire d'un master de recherche en systèmes industriels agiles Arts et Métiers Lille, et d'un master en data science de l'UM6P-CS. Qui plus est, le groupe est "soutenu par une équipe d'experts d'OCP-MS pour la partie engineering et consulting".

Basée à Safi au sein du siège d'OCP-MS, I-SENSE dispose "d'une équipe à Benguerir, au sein du campus de l'UM6P, spécialisée dans la R&D de la solution, et d'une autre à Jorf Lasfar pour approcher les clients", indique le jeune intrapreneur, qui espère que I-SENSE deviendra la référence des solutions IoT pour l'industrie 4.0 au Maroc et en Afrique.



Par Jawad Kerdoudi
Président de l'IMRI (Institut Marocain des Relations Internationales)

Elections présidentielles françaises :

Montée dangereuse de l'extrême droite

Les relations entre le Maroc et la France sont très étroites à la fois sur le plan politique, économique et culturel. Sur le plan politique, la France sous la présidence de Emmanuel Macron a toujours soutenu le Maroc au Conseil de Sécurité de l'ONU et au niveau de l'Union européenne. Elle a à plusieurs reprises considéré le Plan d'autonomie du Sahara présenté par le Maroc en 2007 à l'ONU comme "sérieux et crédible". La France est le premier investisseur étranger au Maroc, le premier pourvoyeur de touristes, le deuxième partenaire commercial, et occupe le troisième rang dans les transferts des Résidents marocains à l'étranger. Enfin la France abrite 43.000 étudiants et 1.500.000 résidents marocains.

Aussi est-il normal de s'intéresser aux élections présidentielles françaises qui auront lieu le 10 Avril 2022 pour le premier tour, et le 24 Avril 2022 pour le second tour. Selon la Constitution française du 4 Octobre 1958, le scrutin pour l'élection du Président de la République est uninominal, majoritaire à deux tours, et au suffrage universel. Le mandat de cinq ans du Président est limité à deux consécutifs. La Constitution française accorde des pouvoirs très importants au Président de la République, notamment au niveau de la politique étrangère. Pour être candidat officiel, il faut réunir 500 parrainages de parlementaires ou d'élus locaux, représentant 30 départements ou collectivités d'outre-mer, avec un maximum de 10% pour la même département ou collectivité d'outre-mer.

Valeur aujourd'hui 24 Janvier 2022, il y a quatorze candidats déclarés dont les principaux sont Valerie Pécresse, Marine Le Pen, Eric Zemmour, Jean-Luc Melançon, Yannick Jadot, Christiane Taubira et Anne Hidalgo. Il est quasi certain qu'Emmanuel Macron bien qu'il ne s'est pas encore déclaré, sera candidat pour un second mandat.

Anne Hidalgo, Maire de Paris est la candidate du parti socialiste. Yannick Jadot, député européen représente le courant écologiste. Marine Le Pen député du Pas-de-Calais défend les

idées du Rassemblement national (Extrême-droite). Jean-Luc Melançon député des Bouches-du-Rhône est le Chef de la France insoumise (Extrême-gauche). Valerie Pécresse Présidente du Conseil régional d'Ile de France est la candidate de la droite. Christiane Taubira est candidate pour le parti radical de gauche, et Eric Zemmour le candidat du parti "Reconquête" qu'il a créé (Extrême droite).

Le dernier sondage effectué du 14 au 17 Janvier 2022 donne les résultats suivants pour le premier tour : Emmanuel Macron (25%), Valerie Pécresse (15,5%), Marine Le Pen (15,5%), Eric Zemmour (13%), Jean-Luc Melançon (8%), Yannick Jadot (7,0%), Christiane Taubira (5%), et Anne Hidalgo (3,5%). Au second tour selon ce sondage, Emmanuel Macron gagnerait la présidence de la République avec (54%) si Valérie Pécresse parvient au second tour, et (57%) si Marine Le Pen est élue au second tour.

Pour ce qui concerne le Maroc, les seuls candidats dangereux sont Marine Le Pen et Eric Zemmour qui ont basé leur programme sur l'immigration, et la stigmatisation des étrangers surtout musulmans vivant en France. A titre d'exemple le programme d'Eric Zemmour propose les mesures suivantes :

Programme justice :

Restaurer une justice ferme :

- * Instaurer des peines planchers pour chaque crime et délit.
- * Rétablir la peine de perpétuité réelle pour les criminels les plus dangereux.
- * Réduire drastiquement les remises de peine pour que la peine prononcée soit réellement exécutée.
- * Déchoir de la nationalité française les criminels et les délinquants multirécidivistes binationaux puis les expulser.
- * Recruter 3.000 magistrats et 3.000 greffiers.

Mettre fin à l'immigration des mineurs :

- * Abaisser l'âge de la majorité pénale de 18 à 16 ans.
- * Suspendre les aides sociales pour les parents des mineurs délinquants et criminels.

Régler le problème des prisons :

- * Expulser immédiatement plus de 10.000 délinquants étrangers emprisonnés.
- * Construire 10.000 places de prison supplémentaires

Programme immigration :

Stopper les flux :

- * Mettre fin au regroupement familial.
- * Limiter le droit d'asile à une poignée d'individus par an.
- * Rendre obligatoire le dépôt des demandes d'asile à l'étranger dans les consulats français.
- * Mieux sélectionner les étudiants étrangers.

Mettre fin aux pompes aspirantes :

- * Supprimer le droit du sol.
- * Durcir drastiquement les conditions de naturalisation.
- * Supprimer les aides sociales aux étrangers extra-européens.
- * Supprimer l'aide médicale de l'Etat.
- * Interdire la régularisation de tout étranger entré illégalement sur le territoire français.

Renvoyer les étrangers indésirables :

- * Renvoyer tous les étrangers clandestins présents sur le sol français.
- * Expulser les délinquants et les criminels étrangers.
- * Déchoir de la nationalité française et expulser les criminels binationaux ainsi que les délinquants binationaux qui récidivent
- * Renvoyer les étrangers venus travailler au terme d'une période sans emploi de six mois.

En conclusion, on ne peut que condamner avec la plus grande détermination ces propositions insolentes d'Eric Zemmour qui a osé déclarer sur les mineurs isolés "Ils n'ont rien à faire ici, ils sont voleurs, ils sont assassins, ils sont violeurs". La justice française l'a condamné à 10.000 euros d'amende pour complicité d'injure raciale et de provocations à la haine. Il a osé également qualifier l'Islam de religion totalitaire, en faisant l'amalgame entre Islam et Islamisme. Il faut espérer que les Français dont la devise est Liberté, Egalité, Fraternité rejeteront les candidats de l'extrême droite.



Par Docteur Imane Kendili
Écrivaine et psychiatre

Géométries variables

"...La plupart des gens ont un caractère qui ressemble à un paquet mal ficelé. Et les contours de la bonne personnalité, ou de la personnalité équilibrée, sont aussi simples et géométriques qu'un problème d'Euclide.»

Lawrence Durrell

L'ère du virus apporte une fracture dans les habits et conditionnements antérieurs. Les modes éducationnels, la transmission des valeurs et les concepts de vie sont en perpétuels remaniements. Quant aux sociétés dites en transition oscillant entre tradition encore fortement ancrée et modernité téléportée souvent aboutissant à des injonctions contradictoires apportant mésestime de soi, insatisfaction ou course à la reconnaissance. Reconnaissance non reconnue par les ascendants à la plastique traditionnelle dont la progéniture est historiquement synonyme de revenus et de retraite, que ce soit par le travail ou le mariage. Reconnaissance inattendue d'une progéniture reine dictatrice accro au sein maternel déchu puisque le plaisir artificiel à plusieurs seins et abreuve sans demander de retour.

Nombreux sont les sociologues ou psychiatres qui se sont penchés sur la question de la jeunesse et l'absence de rituels de passage pérennisant une sorte d'immaturation et absence de responsabilité.

L'individualisme et l'absence d'empathie se ressentent et aucun étendard valeureux ne sera porté au nom d'une cause humaniste.

Car l'humanité c'est moi. Et le monde s'écroule sur ma tête quand je ne peux avoir mes sushis à l'heure ou la dernière console de jeu.

Les batailles sont menées et toutes gagnées sur console et les jeux en ligne sont la réalité virtuelle de l'engagement à la cause.

Tout y est plus facile. Tout y est si réel sans bouger de son siège, de sa chambre avec plateau repas servi par maman à l'appui. Il est important que nous ne parlions pas de jeunesse dorée ou issue de couches sociales dites favorisés. Pas du tout. Car les grands pachas existent autant chez les riches que les pauvres. Des fois même plus chez les pauvres. Quel fut mon étonnement d'entendre une femme d'âge moyen gagnant sa vie en faisant des ménages, dont le mari fumeur de cannabis se fait entretenir, me dire avec

frénésie et fierté que son fils de trois ans ne manquait de rien, qu'elle faisait "dart" pour lui payer la dernière tablette (2 x son salaire) et que celui de 6 ans avait un iPhone d'occasion tandis que celui de 16ans, amoureux du Wydad avait droit à des baskets dernier cri à crédit. Fièrement, elle répète que ce sont de vrais bourgeois et qu'elle se sacrifiera pour eux, pour qu'ils étudient et qu'ils aient tout.

La mesure est la démesure. Un enfant éduqué à tout avoir, qu'on récompense d'exister, qui n'a pas conscience des réalités sociales de ses parents, qu'on éduque à la récompense maîtresse et aucun besoin de retour pas plus émotionnel que responsable. Et on s'entend répéter qu'on ne comprend pas cette évolution des jeunes pour lesquels on aurait tout fait. Ces enfants "roi" dès la naissance qu'on inscrit sur une liste d'attente pour la crèche la plus en vogue à peine nés ou qu'on garde dans le cocon entre écrans et giron avant de se désoler d'un retard de langage ou d'un trouble envahissant du développement. Parents nourriciers jusqu'à la moelle en fuite d'une réelle implication. Dans le don "objet" mais pas le don de soi en fuite dans l'action exhumant leur angoisse existentielle. La parentalité est une tâche devenue peu spontanée ou naturelle et l'image ayant pris le dessus, se faire bien voir est bien plus important que le devoir.

Parents hélicoptères ou parents père Noël nourrissent le narcissisme croissant d'enfants et d'adolescents toujours plus avides, sans limites et ayant pour seule valeur un Moi démesuré.

Tout sur un plateau d'argent. Quel malheur ! Que reste-t-il à ces enfants dont on réalise les rêves avant leur éclosion, ces enfants objets puisque rien n'est laissé à l'apprentissage de la vie ?

Leurs vies sont taillées sur mesure à l'image d'une vie fantasmée par leurs parents.

Nombreuses les sonnettes d'alarme enclenchées pour parler des préceptes d'éducation chez l'enfant et l'adolescent. On a prôné la socia-

bilisation et la responsabilisation. Répondre de soi, de ses actes mais surtout de ses pensées et construire son estime de soi et ses valeurs. Mais penser et fastidieux, pire penser est inutile, tout est déjà pensé, mâché et vomis. Pourquoi sortir de chez soi et du confort servi par une parentalité en agonie des préceptes d'accompagnement réel de sa progéniture et qui a confondu inconsciemment ou consciemment aimer avec posséder.

La mission parentale agonise et l'enfant-objet fantasmé d'une reconstruction d'un moi parental éclaté devient très rapidement le bâton ou le poignard aiguisé comme on peut le voir lors d'une séparation ou divorce.

L'individu s'approprie tout sauf ses pensées ou décisions. C'est plus facile de fonctionner de manière centripète que centrifuge. Tout vient d'ailleurs, de l'autre, de l'environnement, de l'enseignant, de la société, du média, du voisin, du politique, du monde mais jamais de moi. Or, l'humain pur produit de la nature a une fonctionnalité centrifuge de l'intérieur vers l'extérieur tout comme toute création dans ce monde, animale ou végétale.

La gestion de sa parentalité fait peur donc on en fait une liste de tâches à remplir, tâches dictées par un monde à l'humeur labile ou remplir est bien plus rassurant que construire.

La labilité est la règle, toujours garder son postérieur entre deux sièges, ne pas se mouiller, changer de bord si nécessité et de discours. Mais l'éducation est surtout imbibition, et les valeurs ou les modes de vie se transmettent par coping-modeling. Intégrer les règles est nécessaire et avoir un cadre de vie commune en respectant l'espace de l'autre dans ses dimensions les plus larges.

La difficulté des enfants et adolescents d'aujourd'hui est que l'espace est infini et leur appartient. Les rapports sociaux sont pédants quand nous devons rencontrer et construire une histoire ou tisser des liens. Ça prend du temps d'avoir des amis ou un amour, des relations dans la vie réelle. Les réseaux sociaux permettent tellement plus d'opportuni-



tés et des amis de partout et des listes en milliers d'amis sans aucun effort. Tout est plus accessible et les perceptions de la vie virtuelle sont matérialisées et palpables.

La violence est sacralisée, les jeux en ligne sont faits de guerre et de tueries en tout genre. L'impulsivité est au rendez-vous, la désociabilisation et bien entendu l'addiction.

Addiction majeure bien plus délétère car comportementale, à l'image du virus car bien qu'ayant les mêmes rouages cérébraux, il n'y a pas de substance à combattre. Nous en sommes le vecteur ou les initiateurs de la même façon.

Les rituels qui subsistent sont l'école, quelques repas familiaux, des voyages tristes à la carte, un peu de musique engagée revisitée ...

Et aux psychologues de clamer l'importance des activités parascolaires, des sports d'équipe, de l'importance d'évoluer dans un groupe, de faire du théâtre pour mieux s'affirmer et l'art !! L'éducation à l'art !!

Apprendre à jouer d'un instrument, peindre, écrire, dessiner autant d'activités projectives sur les capacités imaginaires et de réflexion. Jouer d'un instrument fait appel aux mêmes aires somesthésiques cérébrales que l'aptitude aux mathématiques.

La réflexion et la construction cognitive sont couplées à l'imagination et à l'art. La nature et la création sont un art. Les mathématiques n'existeraient pas sans l'imaginaire et une pensée construite sur la créativité. La créativité n'est malheureusement pas un des fleurons des enseignements et apprentissages.

Réfléchir, se questionner, chercher, résumer, penser, créer sont autant de choses qui font perdre du temps et que la toile fait bien à notre place. Au meilleur des cas, Wikipédia est la référence suprême.

Devant ce constat palpable, qu'en est-il des enfants et adolescents de l'après virus ? Quels outils ont-ils pour affronter la réalité du changement ? Pourront-ils accéder à ce nouveau monde avec la solidarité, l'engagement, l'implication communautaire tant attendue dans les discours des uns et des autres.

Le confinement nécessaire dessert la sociabilisation, les rituels de vie, le contact humain et nourrit la distanciation, le retrait, les addictions aux écrans chez les plus jeunes.

Ces jeunes confinés fuient dans une inversion de rythme du sommeil, des smartphones ou des tablettes et refont le monde à travers les jeux en lignes.

Mais l'après-virus est un nouveau

monde. Un nouveau monde avec de nouvelles règles qui pourraient voir grandir la distance entre les humains, mourir la notion d'amitié ou d'amour, et éclore un individualisme encore plus marqué.

L'attente affirmée par plusieurs penseurs de différents bords quant à une crise à l'image d'une guerre ou d'une épidémie de choléra dont on sort plus forts, grandis, plus solidaires et responsables, semble ne pas s'être penchée sur les plus jeunes qui eux, sont encore à se lamenter sur le taco fermé à cause du confinement et de leur mauvaise connexion internet.

Comment les impliquer dans leur processus de changement pour que la conscience de la fin d'un monde et la réalité d'un nouveau monde, dont on ne connaît pas les rouages mais dont on ressent les prémisses, soit partiellement comme on le fantasma.

Le monde nippon a déjà ses poupées. Le Pokémon go a intégré le virtuel dans le réel et l'addiction majeure qu'il engendre fait perdre tout repère temporel spatial et on suit ses Pokémon en oubliant ses enfants sur le quai d'une gare. Les enfants de demain ont déjà des parents de substitution choisis, les adultes de demain auront-ils des amis, des collègues, un partenaire ou un conjoint ou sera-t-il plus sain plus safe d'avoir sa poupée ?

Coups francs de Hakimi

La nouvelle arme fatale du Maroc

Le sélectionneur national, Vahid Halilhodžić, a affirmé, mardi 25 janvier à Yaoundé, que les coups francs d'Achraf Hakimi sont devenus une arme fatale pour le Maroc, ajoutant que l'équipe fait son chemin, petit à petit, et qu'elle sort plus forte après chaque match.

Lors de la conférence de presse d'après-match contre le Malawi (2-1) pour le compte des huitièmes de finale de la 33^{ème} coupe d'Afrique des Nations, Vahid Halilhodžić, a tenu à féliciter son protégé "l'un des grands talents et meilleurs joueurs du monde à son poste", tout en mettant en avant que le Parisien a, cette capacité, de mettre ses efforts au profit du collectif.

Sur l'ensemble de cette rencontre contre les "Flammes", le sélectionneur national a indiqué que l'équipe a eu affaire à un match difficile, tout en saluant, encore une fois, cette capacité à régir au moment où il le faut.

Même après l'ouverture du score des Malawiens, "j'étais confiant et j'ai demandé aux joueurs de rester concentrés et ne pas paniquer pour égaliser", a-t-il dit.

Notre équipe, poursuit le Franco-bosniaque, possède un fond de jeu intéressant, tout en regrettant encore une fois le manque d'efficacité et l'absence de la dernière touche. "J'espère bien que les garçons seront plus efficaces lors des pro-



• Les coups francs d'Achraf Hakimi sont devenus une arme fatale pour le Maroc.

chains matchs, surtout Rayan Maaee qui vient de faire son retour et qui est très important pour nous", a-t-il conclu.

Pour sa part, le sélectionneur du Ma-

lawi, Mario Marinică, a indiqué que le Match contre le Maroc était "assez difficile".

"Nous avons essayé de régler certains

de nos points faibles. Mais ça n'a pas marché aujourd'hui, a-t-il révélé, notant qu'il est fier de ses joueurs.

ES : Afajdar Anouar

African Lion 2022

Une réunion de planification

Sur Hautes Instructions de Sa Majesté le Roi, Chef Suprême et Chef d'Etat-Major Général des Forces Armées Royales (FAR), l'Etat-Major de la Zone Sud abrite, du 24 au 28 janvier 2022, la réunion de planification principale de l'exercice "African Lion 2022", avec la participation des représentants de plusieurs pays dont le Royaume du Maroc et les Etats-Unis d'Amérique.

L'objectif de cette réunion est d'arrêter les modalités d'exécution des différentes activités de l'exercice "African Lion 2022" qui engloberont, en plus des formations portant sur les volets de plusieurs domaines opérationnels, les entraînements sur les opérations de lutte contre les groupes terroristes, des exercices terrestres, aériens, maritimes et de décontamination NRBC (Nucléaire, Radiologique, Biologique et Chimique), indique un communiqué de l'Etat-Major Général des FAR.

Prévu se dérouler du 20 juin au 1er juillet 2022 dans les régions d'Agadir, Tan Tan, Mehbes, Taroudant, Kénitra et Ben Guérir, l'exercice "African Lion 2022" vise le développement de l'interopérabilité technique et procédurale entre les FAR et les forces des pays participants ainsi que l'entraînement sur la planification et la conduite des opérations interarmées dans un cadre multinational, conclut le communiqué.



• L'Etat-Major de la Zone Sud abrite une réunion de planification principale de l'exercice combiné maroco-américain 'African Lion 2022'

Des propos sur l'islam du rappeur Gims compliquent sa demande de nationalité

"Tous mes souvenirs sont en France"

Le ministre français de l'Intérieur Gérald Darmanin a laissé mardi 25 janvier peu d'espoir au rappeur Gims, Congolais ayant vécu en France presque toute sa vie, d'obtenir la nationalité française, en faisant valoir qu'elle était refusée "de manière générale aux tenants de l'islam rigoriste".

La star du rap congolaise, qui a annoncé vouloir redemander la nationalité française qui lui a déjà été refusée, a fait polémique avec une vidéo diffusée le 1er janvier où il appelait les musulmans à ne pas fêter la nouvelle année.

Interprète des titres "Bella" ou "Sapé comme jamais", le chanteur est arrivé en France à l'âge de deux ans avec ses parents fuyant le Zaïre du président Mobutu Sese Seko.

Interrogé mardi sur la radio France Inter, Gérald Darmanin a estimé que "ne pas souhaiter la bonne année parce que ce ne serait pas conforme à ce que font les amis, les copains ou les frères de tel ou tel personnage aussi sacré soit-il, ce n'est pas une bonne preuve d'assimilation à la société française".

"Les services de l'Intérieur vont réétudier évidemment sa demande", a-t-il tou-



• Me. Gims.

tefois précisé.

Le rappeur a présenté ses excuses dimanche. "Cette vidéo, je la regrette totalement (...) Je ne voulais pas blesser les gens. La foi, ça relève de l'intime", a-t-il affirmé dans le Journal du Dimanche.

Ne pas être Français, "c'est l'un de mes

plus grands regrets. Tous mes souvenirs sont en France (...) Quand je voyage au Qatar, aux Etats-Unis... je me présente comme un artiste français. Pas congolais", a-t-il expliqué.

"Il me manque 'le papier officiel'. Mais ça, ça ne dépend pas que de moi. Apparemment le refus est lié à un délit que

j'aurais commis quand j'étais mineur. Mais mon casier est vierge", a détaillé le rappeur.

Le quotidien Le Parisien, qui a publié une enquête sur Gims, présente toutefois une autre version.

Sa première demande de naturalisation est déposée en 2013, mais "la procédure s'enlise". Selon "un ancien ministre de l'Intérieur" interrogé par le journal, le refus finalement essuyé en 2017 est dû à "des défauts de paiement d'amendes pour des délits routiers et son incapacité à établir en France le centre de ses intérêts matériels", le chanteur résidant une bonne partie de l'année à Marrakech, au Maroc.

Gims aurait relancé sa demande en 2018, évoquant le sujet auprès de l'épouse du président français Brigitte Macron, sans plus de succès, d'après Le Parisien.

(AFP)

UNE PHOTO UNE LÉGENDE



Des manifestants rassemblés à Ouagadougou pour montrer leur soutien aux militaires tiennent une photo du lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, chef de la mutinerie et du Mouvement patriotique pour la protection et la restauration (MPSR) le 25 janvier 2022.

Noureddine EL Oufir s'est éteint

Un professionnel de référence aux valeurs humaines

C'est avec une grande émotion et une immense tristesse, que nous avons appris la terrible nouvelle. Notre ami et camarade Noureddine EL Oufir s'est éteint, lundi 17 décembre au soir, à la suite d'une cruelle maladie qui l'a brusquement emporté en quelques jours à l'âge de 75 ans.

Le défunt a effectué ses études supérieures à Grenoble en France, où il a milité dans les rangs du Parti de la Libération et du Socialisme, de l'Union nationale des étudiants du Maroc (UNEM) et de l'AEMNAF – Association des étudiants musulmans Nord Africains de France, seule association reconnue dans l'Hexagone, qui regroupait les étudiants marocains, algériens et tunisiens.

De retour au Maroc, en 1977, à l'issue d'études d'expertise comptable et des stages y afférents, El Oufir a rejoint, durant cette même année, l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) au sein duquel il a occupé, successivement, les fonctions de chef de la Division Comptable, Directeur de Mission puis Directeur Général de Fertima, avant de rejoindre l'Omnium Nord-Africain (ONA) en qualité de Directeur Financier du Groupe qu'il a quitté au début des années 2000.

Il est l'un des fondateurs du cabinet conseil, le Centre d'Etudes, de Gestion et d'Organisation (CEGOR), dont il était co-gérant associé et un des dirigeants depuis son départ du Groupe ONA. Il a, à ce titre,



• Feu Noureddine EL Oufir.

conduit notamment d'importantes missions d'audit opérationnel et de conseil pour le compte de nombreuses entreprises

publiques et privées de premier plan. Par sa compétence, son professionnalisme et les valeurs humaines qu'il incarnait, le dé-

funt était considéré comme une référence dans le secteur du conseil.

Au journal, nous gardons le souvenir de ce professionnel, qui intervenait en qualité de conseiller comptable et juridique pour le compte de la société BAYANE SA, société éditrice des quotidiens Bayane Al Youm et Al Bayane.

Qu'il trouve, ici, toute notre gratitude pour son éternelle fidélité et son plein dévouement professionnel.

Et, face à cette perte douloureuse, nous présentons nos sincères condoléances et notre compassion à sa veuve Madame Oumnia Belghazi, à ses enfants Ghizlane, Amine et Mehdi, ainsi qu'à tous ses proches, amis, collègues et connaissances, implorant le Tout-puissant de leur accorder patience et réconfort et à notre regretté Sa sainte miséricorde.

"La vie doit continuer", comme il le répétait souvent. Qu'il repose en paix !

"Nous sommes à Dieu et à lui nous retournons"

In Albayane.press.ma

Office National de Sécurité sanitaire des Produits Alimentaires

La disparition des abeilles

La maladie n'est pas à priori à l'origine de la disparition des abeilles dans certaines régions, un phénomène qui reste assez nouveau à ce stade, a annoncé, vendredi 21 janvier, l'Office National de Sécurité sanitaire des Produits Alimentaires (ONSSA).

Ce constat a été relevé à l'appui des premières constatations sur le terrain effectuées par les services vétérinaires provinciaux relevant de l'office en coordination avec les représentants de la Fédération Interprofessionnelle Marocaine de l'Apiculture (FIMAP), indique un communiqué de l'ONSSA, qui précise que cette enquête sur le terrain s'inscrit dans le cadre du suivi de l'état de santé des ruchers dans le pays et intervient aussi suite au signalement de la désertion des abeilles par des apiculteurs dans certaines régions du Royaume.

L'objectif étant de cerner l'ampleur de ce phénomène inédit et d'en identifier les causes, note le communiqué, assurant que les premiers résultats des visites in situ effectuées par les équipes relevant des services vétérinaires provinciaux



• La maladie n'est pas à priori à l'origine de la disparition des abeilles.

portant sur environ 23.000 ruches, ont permis de constater que cette désertion des ruches dont l'ampleur varie d'une région à une autre, est un phénomène

inédit dans le Royaume.

La même source ajoute que les analyses effectuées dans les laboratoires sur les

ruches et le couvain d'abeilles, excluent d'une manière formelle l'hypothèse d'une maladie.

En attendant la levée du mystère, l'ONSSA assure qu'il poursuivra son enquête sur le terrain en coordination avec l'ensemble des intervenants et ce, en vue d'identifier les vraies causes de ce phénomène épidémique qui décime les colonies d'abeilles.

Le communiqué fait savoir en conclusion que ce phénomène connu sous l'appellation scientifique "Syndrome d'effondrement des colonies d'abeilles" a été constaté également dans des pays en Europe, en Amérique et en Afrique, ajoutant que les recherches attribuent cela à plusieurs facteurs, entre autres, la faiblesse des précipitations, la diminution de la quantité et de la qualité de l'alimentation disponible pour les abeilles ou encore l'état de santé des ruchers et les méthodes de prévention suivies.



Par Belkassam Amenzou

La plume ruisselle...



Quel plaisir pour un auteur de publier un premier ouvrage. Un immense plaisir dans ce passage à l'acte. Passage à l'écriture. Et non pas une écriture de passage. Ainsi, la plume, qui s'investit toujours sur la trajectoire de l'apprentissage, coule aujourd'hui dans le sens de combattre l'oubli, par la résistance des mots, après la mort. La plume continuera de ruisseler.

Cet ouvrage, disponible dès la

semaine prochaine dans toutes les grandes librairies, se veut une compilation d'un ensemble d'articles publiés dans les quotidiens où j'ai exercé, des chroniques sur les réseaux sociaux et d'autres réflexions sur des thématiques de communication politique, des sujets politiques et sociaux. Il apporte un regard politique, aussi bien actuel que rétrospectif, sur les grands dossiers du Maroc, sa dimension africaine, mais aussi sur des problématiques régionales et internationales.

Je tiens à remercier vivement Mme

Myriam Allamar, enseignante-chercheuse en littérature moderne au Québec, Canada, qui a bien voulu préfacier cet ouvrage. Une si belle préface, qui m'a honoré, synthétique, éveillant la curiosité et donnant envie de lire l'écrit.

Enfin, je remercie la Maison d'éditions «Rayan Printing», (Edition et distribution) à Casablanca, qui avec enthousiasme et expertise, m'a accompagné dans le processus de la transformation finale de toutes les chroniques en un livre prêt à rejoindre les lecteurs.

Diplomatie

A quand un ambassadeur américain à Rabat ?

La Maison Blanche tarde à nommer son représentant au Royaume. D'ores et déjà, Elizabeth Moore Aubin quant à elle, quittera Washington afin de prendre ses quartiers d'ambassadrice à Alger dès la fin du mois. D'autres sont également sur le départ vers le continent africain.

Après diverses tergiversations propres aux institutions américaines, le Sénat outre-Atlantique a enfin validé le 18 décembre dernier, une quarantaine d'ambassadeurs proposés par Joe Biden, dont une vingtaine dans les capitales africaines. Si Elizabeth Moore Aubin prendra ses quartiers dès la fin février à Alger, elle sera suivie par Christopher Lamora au Cameroun, Eugene S. Young au Congo, Peter Wrooman au Mozambique, entre autres. Sur la liste des nominations, celle du Maroc n'est toujours pas mentionnée, en remplacement du chargé d'affaires David Greene, en poste depuis janvier 2021.

Une nomination soumise aux humeurs parlementaires

Selon différentes sources, toutes convergent vers la même explication : la volonté de Joe Biden de nommer une personnalité choisie par ses soins, non issue de la cohorte du Département d'Etat. Tel en est l'usage pour le poste à Rabat, considéré comme l'un des plus prestigieux du réseau diplomatique américain, bien souvent en gratitude de bons et loyaux services. Barack Obama avait désigné un important donateur de sa campagne,



Dwight L. Bush. Donald Trump avait en son temps fait de même en désignant David T. Fischer, un important négociant automobile et lui aussi, grand argentier de campagne.

Le président américain a bien évidemment plusieurs noms dans son jeu, mais pour l'heure encore tenus confidentiels car vraisemblablement en cours de discussion avec la commission sénatoriale des Affaires étrangères, tenue d'une main de fer par le sénateur républicain texan Ted Cruz.

Au congrès aussi, les affaires marocaines revêtent toujours une grande attention et notamment en termes d'armement. Si l'alliance entre les deux pays est historique, celle-ci connaît aussi quelques turbulences notamment liées à l'hégémonie revendiquée des Etats-Unis vis-à-vis de leurs partenaires. Si les Forces armées royales (FAR) s'équipent toujours en priorité chez l'oncle Sam (avions F16, hélicoptères Apache, etc...), le Royaume s'accorde également sur les marchés Français, Turc et désormais chinois.

En outre, le Congrès américain dans son avant-projet du budget du Département de la Défense, prévoit de conditionner la poursuite de l'assistance militaire en faveur du Maroc, à une résolution diplomatique du dossier Sahraoui. En retour, Rabat avait bloqué en son temps la nomination de l'envoyé spécial des Nations unies pour le Sahara occidental Staffan de Mistura. Depuis et venu le temps d'un "certain assouplissement" des relations, ce dernier a été nommé en octobre et effectue sa première tournée dans la région se terminant aujourd'hui le 19 janvier.

Le prochain représentant des Etats-Unis auprès du Royaume aura de toute évidence du pain sur la planche. S'il est confirmé que Joe Biden ne remet pas en question la position de son prédécesseur de reconnaître la "marocanité" du Sahara occidental, certains des engagements pris dans ce cadre ne sont plus d'actualité tels la création d'un consulat à bannière étoilée à Dakhla, ou bien encore l'affectation de plusieurs milliards de dollars de financements via l'US International Finance & Development Corp (DFC).

Pour l'instant, aucun nom n'est à l'affiche et le fauteuil à Rabat reste vide.

Olivier Delagarde
In Maroc-Diplomatique



• Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations Unies.

Sahara marocain

Centralité du processus politique onusien

Le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres vient de réaffirmer la centralité du processus politique onusien au sujet de la question du Sahara marocain.

En réponse à une question sur la récente visite de l'Envoyé personnel pour le Sahara marocain, Staffan de Mistura dans la région, lors sa conférence de presse de début d'année avec les médias accrédités à l'ONU, M. Guterres a répondu que "M. de Mistura a effectué sa première visite dans la région. J'ai bon espoir que le processus politique reprendra à nouveau".

M. Guterres a ajouté que "mon message aux parties est qu'un problème qui dure depuis tant de décennies dans une région du monde où nous assistons à des problèmes de sécurité extrêmement graves, où nous voyons le terrorisme se multiplier au Sahel et de plus en plus près des côtes, il est dans l'intérêt de tous de résoudre une fois pour toutes ce problème du Sahara", insistant "qu'il est temps que les parties comprennent la nécessité d'un dialogue en quête de solution et pas seulement maintenir un processus sans fin".

Cette déclaration est aux antipodes de ce qu'a rapporté l'AFP au sujet des parties prenantes à ce différend régional. Bien plus, elle intervient au lendemain de la visite régionale de l'Envoyé personnel du SG de l'ONU au Maroc, en Algérie et en Mauritanie. Elle constitue un revers cuisant aux positions de l'Algérie et de son pantin le "polisario", et démonte leurs affabulations et mensonges au sujet de la réalité de la situation au Sahara marocain, et ce à plus d'un égard.

Le SG de l'ONU réaffirme en effet la centralité du processus politique exclusivement onusien, facilité par son Envoyé personnel, Staffan de Mistura, dont le mandat et le rôle sont confirmés dans la résolution 2602 du Conseil de Sécurité, adoptée le 29 octobre 2021. Cette résolution consacre le processus de tables rondes, avec la participation du Maroc, l'Algérie, la Mauritanie et le "polisario", comme cadre unique pour parvenir à la solution politique, réaliste, pragmatique, durable, mutuellement acceptable et de compromis à cette question. Cette résolution réaffirme, en outre, la prééminence de l'Initiative marocaine d'Autonomie comme seule solution sérieuse et crédible à ce différend régional, monté de toutes pièces et maintenu par l'Algérie, contre l'intégrité territoriale de son voisin, le Maroc.

En insistant sur le dialogue entre toutes les parties, dans le cadre du processus politique onusien, et donc des tables rondes, le SG de l'ONU rappelle l'Algérie à ses responsabilités et la met devant ses obligations.

Pour rappel, Alger avait rejeté la résolution 2602 dès son adoption et déclaré qu'elle ne prendra plus part au processus politique. Cependant, face à la pression internationale et de peur d'être condamnée par le Conseil de Sécurité, Alger avait fini par recevoir l'Envoyé personnel, de Mistura, durant sa récente visite régionale, et ce après plusieurs semaines de vaines tergiversations et manœuvres dilatoires. Plus encore, comme à Rabat, où il a rencontré

M. Nasser Bourita, ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, M. de Mistura a été reçu à Alger par le ministre algérien des Affaires étrangères, Ramtane Laamamra, confirmant, s'il en était encore besoin, le rôle et le statut de l'Algérie en tant que partie principale à ce différend.

En réaffirmant le cadre exclusivement onusien du processus politique, le Secrétaire général de l'ONU n'a laissé aucune place à un quelconque autre acteur, ni l'Union africaine, ni la Ligue arabe, ni l'Union européenne auxquelles le Conseil de Sécurité n'accorde aucun rôle dans la question du Sahara marocain. Ce faisant, M. Guterres a opposé une fin de non-recevoir aux tentatives sournoises de l'Algérie et sa marionnette le "polisario", visant des acteurs régionaux dans le dossier du Sahara marocain.

Le SG de l'ONU a balayé d'un revers de la main les mensonges colportés par le régime algérien et son groupe de mercenaires armés au sujet d'une soi-disant guerre au Sahara marocain. A aucun moment, M. Guterres ne s'est référé à une soi-disant escalade militaire dans les provinces du Sud du Royaume. Pourtant, dans sa déclaration, M. Guterres est longuement revenu sur les menaces terroristes auxquelles les régions nord-africaine et sahélienne sont confrontées. Force est de rappeler que des rapports internationaux ont confirmé les liens avérés du groupe séparatiste armé, le "polisario", avec les groupes terroristes dans le Sahel.

Sahara marocain

L'AFP vogue à contre-courant

Au moment où la communauté internationale renoue avec l'espoir de trouver une issue politique au conflit régional artificiel autour du Sahara marocain dans le contexte de la nomination d'un nouvel envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU, l'Agence France presse (AFP) joue une nouvelle fois un mauvais rôle.

Dans son compte rendu d'un point de presse du chef de l'ONU, Antonio Guterres tenu vendredi soir à New York, le correspondant de l'AFP a sciemment fait l'impasse sur un élément de taille, devenu désormais la doctrine des Nations Unies dans le traitement de la question du Sahara, à savoir que ce conflit oppose "des parties", dont l'Algérie campe le rôle d'agitateur et de torpilleur de tout effort de paix dans la région.

"Il est temps pour les parties de comprendre la nécessité d'un dialogue qui tend à aboutir à une solution" à la question du Sahara, a souligné M. Guterres qui faisait clairement référence à "toutes les parties" et non pas "des deux côtés" comme l'insinuait l'agence française.

A la lecture de la dépêche de l'AFP, la déontologie et les règles élémentaires de précision et de rigueur ont soudain été galvaudées au détriment d'approximations hasardeuses et d'assertions trompeuses.

Annonçant la couleur dès le titre, le



• Agence France presse.

journaliste newyorkais de l'AFP a d'emblée désigné le Maroc et le Polisario comme étant les seules parties à ce conflit artificiel créé par l'Algérie, dénaturant les propos de M. Guterres et voulant induire en erreur le lecteur non averti.

Le journaliste en question, visiblement

pas au fait des affaires que traite l'ONU ou aveuglé par les bruits de couloirs de certains agitateurs qui opèrent à l'instigation de l'Algérie, a ainsi pris parti dans une affaire sur laquelle son propre pays a une position tout à fait différente.

En persistant dans l'erreur sans rectifi-

cation, l'AFP, quant à elle, cautionne cette faute professionnelle grave de son journaliste et sert ostensiblement des intérêts inavoués de certains milieux hostiles à une solution pacifique de la question du Sahara dans la région du Maghreb.

Ce parti pris flagrant de l'AFP et de son journaliste est d'autant plus grave, qu'il renferme une position politique sur une question traitée par l'ONU. Dans ce contexte, il est utile de rappeler qu'à aucun moment le journaliste en question n'a fait référence aux différentes résolutions du Conseil de sécurité traitant de la question du Sahara et plus particulièrement la toute dernière (2602).

Ces résolutions, faut-il le rappeler, parlent "des parties" et pointent expressément le rôle de l'Algérie et sa responsabilité dans le statu quo.

La faute professionnelle de l'AFP, s'ajoute ainsi à une série de papiers suggérés, de déclarations et de reportages zélés qui ne sont pas sans rappeler une campagne anti-Maroc orchestrée par des milieux qui s'agitent «hystériquement» contre les intérêts du Maroc et de la France.

Résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU

Implication directe de l'Algérie

Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU sur le Sahara marocain confirment, sans ambages, "l'implication directe" du régime algérien dans ce différend artificiel, souligne le politologue espagnol, Pedro Altamirano.

En dépit de la fuite en avant du régime militaire algérien, sa responsabilité dans la question du Sahara est claire et totale, affirme M. Altamirano dans une tribune publiée, mardi 25 janvier, sur le portail espagnol "lahoradeafrica.com".

Les dernières déclarations du Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, suite à la tournée régionale de son envoyé spécial, Staffan de Mistura, appelant toutes les parties, y compris l'Algérie, à faire avancer les négociations, pointent du doigt les dépassements du régime algérien et son rôle déstabilisateur dans la région, fait observer le politologue espagnol.

En rejetant le format des tables rondes retenues par le Conseil de sécurité comme cadre de dialogue pour

résoudre le conflit autour du Sahara marocain, l'Algérie fait obstruction au processus de paix mené sous l'égide de l'ONU et se place en dehors de la volonté de la communauté internationale, a-t-il martelé.

Et d'ajouter : "L'Algérie ne veut jamais assumer ses responsabilités. Elle parraine et contrôle une bande armée pour nuire aux intérêts du Maroc", assurant que l'objectif suprême du régime algérien est de saboter toute initiative visant à faire avancer les négociations vers une solution politique sur la base de l'autonomie sous souveraineté marocaine.

L'ONU, a fait noter M. Altamirano, est appelée à agir avec fermeté pour obliger l'Algérie à assumer ses responsabilités et à contribuer de bonne foi à l'instauration de la paix et de la stabilité dans la région.



• Pedro Altamirano.



• Omar Zniber, L'ambassadeur représentant permanent du Maroc auprès de le l'Office des Nations Unies et des organisations internationales à Genève.

Conférence de Désarmement

Le Maroc pour un dialogue constructif

L'ambassadeur représentant permanent du Maroc auprès de le l'Office des Nations Unies et des organisations internationales à Genève, Omar Zniber, a souligné, mardi 25 janvier, l'attachement du Royaume à un dialogue constructif et de rigueur pour dépasser les divergences dans le cadre des discussions au sein de la Conférence de désarmement.

WL Le paysage de la sécurité internationale, tel qu'il se présente aujourd'hui devrait nous imposer l'engagement d'un dialogue constructif et de rigueur pour dépasser nos divergences, en engageant un échange continu, mettant de côté les calculs politiques qui nous empêchent d'avancer sur la substance des thématiques inscrites dans le programme de travail", a affirmé M. Zniber à l'ouverture de la Conférence de désarmement 2022 sous la présidence de la Chine.

L'ambassadeur a relevé, dans ce sens, que la Conférence de Désarmement demeure un organe incontournable et indispensable pour réaliser les souhaits les plus ardents de la communauté internationale, c'est-à-dire, la lutte contre l'accumulation des armes, pour renforcer la paix et la sécurité dans le monde.

Il a fait observer, en outre, que le contexte actuel marqué par la pandémie de Covid-19 a contribué à la démultiplication et à l'approfondissement des crises humanitaires dans de nombreuses régions, relevant que ces crises humanitaires sont d'ores et déjà favorisées par le climat d'instabilité imposé par les conflits et menaces à

la paix et à la sécurité internationales.

"En effet, si la Conférence de Désarmement parvenait à surmonter ces blocages, ce pourquoi nous travaillons depuis de nombreuses années, elle pourrait concourir à dessiner les contours des accords que nous pourrions établir à court et moyen termes pour réduire les tensions et confronter les défis énormes qui se profilent en cause notamment, du caractère dual des hautes technologies et des perceptions supposées ou réelles des menaces, en termes de sécurité", a-t-il soutenu.

Partant de ce constat, il est essentiel, a-t-il plaidé, que cette année "nous puissions parvenir à l'adoption d'un programme de travail équilibré et adapté à la nécessité de négocier ouvertement et de manière transparente les questions essentielles du désarmement nucléaire, des matières fissiles, de la protection de l'espace extra-atmosphérique, de la course aux armements et toute autre question que nous jugerons opportun d'aborder."

Malheureusement, a fait remarquer l'ambassadeur, la pandémie de Covid-19 a imposé un ralentissement notoire dans toutes les réunions majeures qui devaient se tenir, en dehors de la Conférence du Désarmement, lors de ces deux dernières années,

à leur tête la Conférence d'Examen du Traité sur la Non-Prolifération des Armes Nucléaires.

Le Traité sur la Non-Prolifération, malgré ses imperfections, est un instrument juridique multilatéral, contraignant et des plus avancés, a-t-il poursuivi. "Il l'est de par son universalité, sa globalité et son unicité. Il est la garantie unique de voir le monde se débarrasser, à terme, de la menace des armes nucléaires, et de leur persistance", a-t-il dit.

M. Zniber a, par ailleurs, réitéré l'attachement sans faille du Maroc à l'élargissement de la composition de cette instance à de nouveaux membres qui sont activement engagés dans les débats liés aux thématiques examinées au sein de la Conférence. Dans l'attente de la réalisation de cet objectif, le Maroc encourage vivement l'acceptation des demandes de participation des membres observateurs, qui contribuent à enrichir et à diversifier les discussions, a-t-il dit.

"Il y va de l'intérêt de l'architecture multilatérale de désarmement global de renforcer notre instance et ses activités en renouant avec son mandat initial et en négociant des traités multilatéraux contraignants", a ajouté l'ambassadeur Zniber.

Dessalement de l'eau

De grands atouts à moindre coût

Le Maroc dispose de grands atouts pour procéder au dessalement de l'eau à moindre coût, a affirmé, vendredi 21 janvier à Rabat, le ministre de l'Équipement et de l'Eau, Nizar Baraka.

Dans une interview accordée à la MAP, M. Baraka a indiqué qu'il est question actuellement, à travers la nouvelle stratégie du ministère de l'Équipement et de l'Eau, de s'atteler sur le dessalement de l'eau, mettant en avant, à cet effet, les deux façades maritimes dont jouit le Maroc.

Le ministre a également cité les acquis du Maroc dans le domaine des énergies renouvelables aussi bien solaires que éoliennes, qui seront à même, a-t-il noté, de garantir le dessalement de l'eau à moindre coût.

Il a annoncé, à cet égard, le lancement d'importantes stations dans les régions du Sud (Laâyoune et Sidi Ifni), soulignant que la nouvelle expérience dans le cadre d'un partenariat public-privé dans la région de Chtouka Ait Baha est de nature à garantir l'approvisionnement en eau potable au niveau d'Agadir et d'appuyer le secteur agricole à travers l'irrigation de plusieurs hectares de terrains agricoles.

Il sera également procédé au lancement du projet de Dakhla à travers l'exploitation de l'énergie éolienne pour le dessale-



• Nizar Baraka, ministre de l'Équipement et de l'Eau.

ment de l'eau, ce qui permettra d'assurer l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation de grandes superficies agricoles sans avoir recours à la nappe phréatique, a relevé M. Baraka.

Ainsi, le niveau actuel de la nappe phréatique sera maintenu au moment que l'usage de l'eau dans le secteur agri-

cole sera garanti ce qui contribuera à l'amélioration des revenus des petits et moyens agriculteurs dans ces régions, a-t-il dit.

Et de souligner que l'ensemble des villes touristiques s'orientent vers ce procédé à l'instar de la ville de Casablanca qui a vu cette année le lancement de son

projet en la matière, précisant qu'il sera procédé au dessalement de l'eau, dans cette ville, à l'horizon 2026-2027, ainsi qu'à Safi (2025) et à Nador.

Dans ce cadre, le ministère ambitionne de mettre en place un total de 20 stations de dessalement de l'eau, a fait savoir M. Baraka.

Volubilis

Un projet de préservation des mosaïques historiques

Le projet de préservation des mosaïques historiques du site archéologique de Volubilis a été lancé, mercredi 19 janvier, en présence du ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, Mohamed Mehdi Bensaid et du chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis au Maroc, David Greene.

Ce projet portera sur la restauration et la préservation de panneaux de mosaïque qu'abrite Volubilis, provenant du site de l'ancienne ville Romaine de Banasa, tout en permettant, notamment, de former des artisans locaux à la restauration et à la préservation des mosaïques, l'objectif étant de créer des moyens de revenus durables dans la région.

Fruit d'une collaboration entre l'ambassade des États-Unis et l'Association Ifker pour l'Éducation à l'Environnement et au Développement durable, avec le soutien du ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, ce projet est financé par le biais du Fonds des Ambassadeurs des États-Unis pour la préservation culturelle, afin de restaurer et préserver les mosaïques historiques des 2ème et 3ème siècles à Volubilis, ce site archéolo-

gique classé au patrimoine mondial de l'UNESCO et l'un des sites touristiques les plus populaires au Maroc.

Ce projet, d'un coût global de 189.000 dollars US, est alimenté par un fonds spécial consacré à la célébration du vingtième anniversaire du Fonds des Ambassadeurs pour la préservation du patrimoine culturel, créé par le Congrès américain en 2001 pour préserver un large éventail de patrimoine culturel dans le monde entier.

Le site touristique de Volubilis est "un exemple vivant du patrimoine matériel et immatériel du Royaume", a souligné M. Bensaid, lors d'une cérémonie organisée à cette occasion sur le site archéologique, mettant l'accent sur l'intérêt particulier qu'accorde le gouvernement à la protection et à la préservation du patrimoine culturel et historique national.

Après avoir souligné la nécessité de

renforcer l'investissement dans le secteur culturel pour promouvoir le tourisme culturel et l'histoire du Royaume, le ministre a plaidé pour la valorisation du patrimoine national à travers des partenariats avec des établissements publics, les régions et les collectivités territoriales, outre des pays étrangers.

De son côté, le chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis au Maroc, a souligné à cette occasion, que ce projet est un exemple du partenariat continu entre le gouvernement de son pays et le gouvernement marocain, représenté par le ministère de la Jeunesse, de Culture et de la Communication, et la société civile de la région, ajoutant qu'il tend à contribuer à la réhabilitation du patrimoine culturel, en particulier la magnifique et célèbre mosaïque du site de volubilis.

Ce projet sera mis en œuvre en étroite coordination avec la communauté locale et les jeunes, à travers une formation à

la restauration des mosaïques, ainsi que l'enseignement et le partage des meilleures pratiques de préservation du patrimoine culturel, a fait savoir, pour sa part, la présidente l'Association Ifker pour l'Éducation à l'Environnement et au Développement durable, Nawal El Haouari.

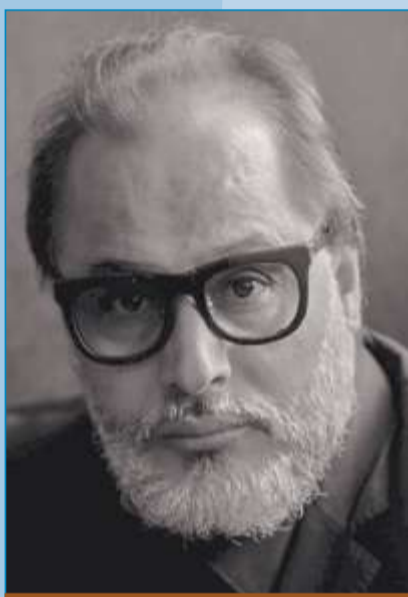
Le projet s'appuiera sur le partenariat de l'association "Ifker" avec l'institut "Getty Conservation Institute Mosaikon", basé en Californie, une initiative visant à améliorer la conservation, de la présentation et de la gestion des mosaïques dans la région méditerranéenne.

Des experts américains de l'Institut Getty effectueront une visite au Maroc pour travailler avec les partenaires locaux, former des artisans à la restauration et à la préservation des mosaïques et sensibiliser le public local à l'importance du patrimoine culturel.



LES 100 JOURS DU GOUVERNEMENT AKHANNOUCH

QUELLES LEÇONS EN TIRER ?



Par Abdelhak Najib

L'heure du premier bilan a sonné. Après 100 jours aux commandes, le gouvernement dirigé par Aziz Akhannouch, fait sa première sortie pour évaluer ces trois premiers mois de gestion des affaires du pays. Une sortie très attendue par les observateurs, mais surtout par les populations qui ont mis toute leur confiance dans une nouvelle coalition gouvernementale pour rompre définitivement avec la politique telle qu'elle a été menée durant la dernière décennie, sous le PJD.

Quoi de neuf sous le soleil du Maroc ? Au-delà du silence et de l'absence de presque la totalité des ministres de ce nouveau gouvernement qui a choisi et assumé une autre manière de faire la politique en s'exprimant le moins possible et en mettant en avant les résultats des initiatives conçues et mises en place pour répondre aux différentes urgences nationales par temps de grave crise sanitaire couplée à un ralentissement handicapant au niveau économique et social, sans parler du marasme culturel que vit le pays depuis plus de deux années.

Très attendues donc, les explications du chef du gouvernement ont touché différents domaines sur lesquels il faut s'arrêter, point par point, pour avoir une vision plus ou moins claire des grands chantiers et des grands défis à prendre pour faire face à une crise multisectorielle qui s'est installée dans la durée.

D'abord, ce qu'on appelle les chantiers structurants,

Aziz Akhannouch affirme que le gouvernement a lancé une série de projets ambitieux, dont le programme "Awrach". Un budget de 2,25 milliards de dirhams par an a été débloqué pour mettre ce projet sur les rails. L'objectif étant clair : pourvoir des emplois à 250 000 marocains, au chômage et en attente d'une ouverture pour trouver un travail décent et digne de ce nom.

Vient ensuite, le chantier de la couverture sociale qui a été amorcé avec la mise en place des fondations juridiques. Le but étant sa mise en œuvre à travers la ratification de différents décrets avec l'objectif de permettre à 11 millions de marocains de bénéficier d'une couverture santé. Un besoin criard d'une grande urgence surtout au cœur d'une grave crise sanitaire qui frappe le pays de plein fouet avec déjà plus de 15 000 morts et plus d'1 million de cas. Dans cette optique, Aziz Akhannouch a illustré ses propos par des exemples concrets de l'impact de ce programme sur le quotidien du citoyen marocain : «Grâce à la couverture santé, une séance dialyse coûtera à l'assuré 17 dirhams au lieu de 850 dirhams actuellement et les opérations chirurgicales seront gratuites...», souligne le chef du gouvernement.

En ce qui se réfère au programme "Intilaka", Aziz Akhannouch a déclaré que c'est là une initiative qui a connu un grand succès puisque 26 000 entreprises en ont bénéficié, soit 90% des objectifs fixés. Sans oublier de préciser que le dialogue social est prévu pour février 2022, avec la disponibilité du gouvernement au dialogue et aux échanges avec les partenaires sociaux, considérées comme des alliés de taille pour la réussite

de cette vision du chantier social marocain à l'horizon 2030.

Arrêtons-nous maintenant sur un chantier colossal pour un secteur qui a payé un lourd tribut à la pandémie du Covid-19 et la fermeture des frontières, à savoir le tourisme, marocain, qui avait connu une belle envolée avant janvier 2020. Pour remédier à la crise et donner un coup de boost solide à ce secteur névralgique, un plan d'urgence de 2 milliards de dirhams a été mis en place pour enclencher une nouvelle dynamique et répondre aux effets de la crise.

En ce qui concerne le pouvoir d'achat des Marocains, Aziz Akhannouch, affirme que malgré la dérégulation de la chaîne d'approvisionnement au niveau mondial, l'inflation reste maîtrisée au Maroc et les produits essentiels, dont la farine, sont subventionnés, ce qui per-

met au Marocain de «ne pas payer son pain plus cher». Sur ce point, il faut ici préciser que les attentes des populations sont nombreuses, avec une pauvreté qui touche aujourd'hui des millions de personnes, à cause de la perte des emplois, à causes des licenciements dus en partie à la crise du Covid-19, sans oublier la précarité dans laquelle vivent des millions de nos concitoyens qui n'ont pas uniquement besoin de pain, mais d'une couverture médicale digne de ce nom, de scolariser leurs enfants, d'avoir un toit, de bénéficier des services premiers tels que l'approvisionnement en eau et en électricité, un travail décent et surtout le désenclavement de nombreuses régions qui sont, à chaque saison hivernale, coupées du reste du pays.

Sur un autre plan, et concernant «l'État Social», tel que conçu et voulu par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, avec la

Ramed et l'INDH, le chef du gouvernement déclare que ce chantier est articulé autour de 3 piliers fondamentaux :

-La santé, qui nécessite des décisions stratégiques et fiables par temps de pandémie, avec en ligne de mire la protection de la santé des Marocains en mettant en place une campagne de vaccination pour l'ensemble des populations. Dans ce sens, Aziz Akhannouch rappelle ce point essentiel, à savoir : le projet de couverture maladie pour 30 millions de citoyens. Un chantier ambitieux qui va certainement résoudre de très nombreux problèmes liés à la santé et la précarité des couches sociales les plus défavorisées.

-L'école : avec l'égalité des chances au sein de l'école et dans la formation. Dans ce sens, le projet de refonte de l'école publique est une véritable urgence nationale, avec l'enseignant au cœur de cette

approche qui voudrait que la thèse de l'enseignement national soit une vocation de carrière choisie. Avec un enseignant qui fera l'objet, au cours de sa carrière, d'un accompagnement et d'une formation continue.

-L'emploi avec deux programmes majeurs : «Awrach» et «Forssa» : ces initiatives permettront à la jeunesse du Maroc de trouver des opportunités de travail et, ce faisant, de faire bouger la demande interne et l'économie nationale, explique Aziz Akhannouch, qui a fait le tour des différents points clefs de la politique menée par son gouvernement, avec des priorités bien claires et bien ciblées qui nécessitent un travail de fond et une rigueur à toutes épreuves pour faire face à la crise et répondre concrètement aux attentes des populations marocaines qui espèrent beaucoup de ce nouveau gouvernement.

Les 100 premiers jours du gouvernement

Des signes clairs du respect des engagements

Le chef du gouvernement, Aziz Akhannouch a indiqué, mercredi 19 janvier, que les mesures prises par le gouvernement au cours de ses 100 premiers jours font ressortir des "signes clairs du respect de ses engagements".

Toutes les mesures prises ou entamées par le gouvernement durant ses 100 premiers jours montrent que l'Exécutif remplit ses engagements", a affirmé M. Akhannouch lors d'une émission spéciale diffusée sur les chaînes Al Aoula et 2M.

Le gouvernement, a ajouté M. Akhannouch, a tenu à ne pas perdre de temps et à commencer son travail aussitôt nommé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, en élaborant le programme gouvernemental et la Loi de finances dans un délai de deux mois.

Pour ce qui est du volet communication, le chef du Gouvernement a relevé que l'exécutif a tenu 14 Conseils de gouvernement et a interagi avec 22 séances de questions orales, en plus de l'organisation d'autres réunions au Parlement consacrées à de nombreuses questions, estimant que les aspirations des Marocains sont immenses et les citoyens veulent voir des résultats plus que les sorties médiatiques du chef du Gouvernement.

M. Akhannouch a assuré que le gouvernement s'exprimera aux médias "chaque fois qu'il est nécessaire d'expliquer au citoyen les mesures que nous prendrons".

Le chef du Gouvernement s'est également attardé sur la gestion de la pandémie du coronavirus. Pour lui, la décision de fermer les frontières "était judicieuse face à l'absence en ce moment de données précises sur le variant Omicron". Et



• Aziz Akhannouch, chef du Gouvernement.

de faire observer qu'"il existe un comité scientifique et un comité ministériel qui prend des décisions que je suis tenu de mettre en œuvre".

Le Chef du Gouvernement s'est dit optimiste quant à la réouverture des frontières dans les semaines à venir, notant que "cette question est sur la table du gouvernement et est en cours d'examen afin d'opérer une relance du tourisme".

S'agissant des mesures urgentes prises pour le retour dans le Royaume des personnes bloquées à l'étranger, M. Akhan-

nouch a expliqué que le gouvernement a ouvert la voie au retour des résidents au Maroc. Cette question figure parmi les problématiques soulevées et il faut attendre la réouverture des frontières, a-t-il poursuivi.

Interpellé sur la hausse des prix, le chef du Gouvernement a estimé que l'inflation au Maroc est maîtrisée puisqu'elle n'a pas dépassé 1,8%, relevant que les prix de certains produits de base sont stables, comme les légumes, les fruits et les viandes de toutes sortes, mais le pétrole et d'autres produits de

base connaissent une hausse des prix compte tenu des fluctuations du marché international, et cette situation reste conjoncturelle au regard des effets de la pandémie.

Estimant que "le pouvoir d'achat du citoyen n'a pas été affecté", M. Akhannouch a mis l'accent sur la subvention des prix du sucre, du gaz butane et de la farine à travers la Caisse de compensation, pour laquelle une enveloppe de 17 milliards de dirhams a été allouée dans la Loi de Finances 2022.

Pour le chef du Gouvernement, la restructuration de la Caisse de compensation n'est pas à l'ordre du jour dans le contexte actuel.

Concernant la campagne agricole actuelle, M. Akhannouch a fait observer que les précipitations cette année restent jusqu'à présent "parcimonieuses", soulignant que l'agriculture ne doit pas être réduite aux céréales, "car ces dernières n'exercent plus une forte pression sur le produit intérieur agricole, qui a d'ailleurs augmenté de 18%. Le gouvernement suit de près la situation et interviendra au moment opportun, a-t-il dit.

Abordant la question du stress hydrique, le chef du Gouvernement a affirmé que le secteur agricole consomme 85% des ressources hydrauliques, ajoutant que le Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation 2020-2027, qui mobilisera environ 120 milliards de dirhams, comprend nombre de solutions, notamment la construction de barrages, le dessalement d'eau et l'irrigation.

Gouvernement Akhannouch

L'heure du bilan

Cent jours après l'investiture du gouvernement, et comme le veut la coutume, le temps est venu de faire un premier bilan des actions menées par la nouvelle équipe dirigée par Aziz Akhannouch, ayant comme point de mire de mener une métamorphose socio-économique à la hauteur des attentes des Marocains.



• Aziz Akhannouch, chef du Gouvernement.

Généralisation de la protection sociale, promotion de l'emploi, réduction des inégalités, amélioration du climat des affaires ou encore atténuation des effets d'une crise à la fois pandémique et économique pour ne citer que ceux-ci, sont autant de dossiers chauds posés sur la table du nouvel exécutif dès son installation.

Dès lors, le gouvernement est à pied-d'œuvre pour concrétiser ses promesses et tenir ses engagements en droite ligne des recommandations du rapport général sur le Nouveau modèle de développement (NMD) mais aussi de son programme dévoilé devant les deux Chambres du Parlement, conformément à l'article 88 de la Constitution.

Généralisation de la protection sociale, une priorité absolue !

Le chantier royal de la généralisation de la protection sociale est l'un des projets phares auxquels s'attèle le gouvernement et y confère tout son engagement en vue de sa concrétisation dans les délais impartis.

C'est dans ce sens que l'Exécutif œuvre, depuis son installation, pour l'achèvement du dispositif juridique de ce chantier d'envergure pour élargir, de ce fait, la population qui sera à même de bénéficier des différentes modalités de la protection sociale au Maroc.

Le Conseil de gouvernement a adopté jusqu'à présent quatre nouveaux projets de décrets dédiés à d'importantes catégories de professionnels, de travailleurs indépendants et de personnes non salariées.

Ces nouveaux dispositifs porteront sur l'assurance

médicale et le régime de pension au profit de près de 8 millions de Marocaines et Marocains, dont principalement 1,6 million d'agriculteurs, 500.000 artisans et 170.000 chauffeurs de taxis ainsi que leurs ayants-droit.

De manière globale, le gouvernement aura ouvert la voie à près de 11 millions de Marocaines et Marocains ainsi qu'à leurs ayants-droit pour avoir accès à l'assurance et à la pension, avec les mêmes services et prestations de soins dont bénéficient les salariés du privé et les fonctionnaires du secteur public.

Emploi, une vision perspicace

La question de l'emploi, aussi épineuse qu'elle soit, occupe une place primordiale dans les plans d'action du gouvernement en y traçant une feuille de route claire et ambitieuse.

En effet, le programme du gouvernement pour la période 2021-2026 tel qu'avait été présenté par le chef du gouvernement, devant les deux Chambres du Parlement, prévoit entre autres la création d'au moins 250.000 emplois directs à travers un programme de petits et grands chantiers publics.

Il vise également le lancement d'un programme de soutien aux initiatives individuelles et de financement de petits projets, tout en donnant un nouveau souffle au programme "Intelaka" et en assurant sa pérennité.

Aussi, le gouvernement a lancé, dans le cadre du NMD, deux importants programmes dans le domaine de l'emploi et de la création d'entreprises visant particulièrement à lutter contre les répercussions socio-économiques de la pandémie du Covid-19 par la création d'opportunités d'emplois au profit de milliers de citoyens.

Il s'agit du programme "Awrach", doté de 2,25 milliards de dirhams (MMDH) pour la création, en 2022 et 2023, d'une activité professionnelle temporaire au profit de 250.000 personnes, et du programme "Forsa", avec un budget de 1,25 MMDH, visant à créer et à accompagner, sur une période de 5 ans, 12.000 entreprises.

Dans le concret, l'Exécutif actuel, pour qui la promotion du climat des affaires et la promotion de l'emploi vont de pair, a tenu jusqu'à aujourd'hui quatre réunions de la Commission nationale des investissements.

Ces sessions ont permis l'approbation de 31 projets de conventions et d'avenants pour un montant global de plus de 22,5 MMDH et la création de près de 11.300 emplois directs et indirects.

Il est judicieux de rappeler que la 1ère Commission des Investissements de l'actuelle mandature a été tenue dans un court délai avec pour ambition de donner une forte impulsion à l'investissement.

De même, la fréquence de la tenue de ces Commissions s'est vue intensifier afin d'accélérer le rythme d'approbation des Conventions et répondre au mieux aux attentes des investisseurs marocains et étrangers et booster, par la même occasion, l'emploi.

La poursuite des réformes au rendez-vous

Les réformes de l'éducation, de l'administration ou encore de la fiscalité figurent aussi au menu des actions et engagements du gouvernement Akhannouch.

En matière d'administration, et dans le cadre de la mise en œuvre de la loi 55.19 relative à la simplification des procédures et formalités administratives, ce sont pas moins de 3.832 procédures administratives relevant de la compétence des administrations publiques qui viennent d'être recensées et examinées.

Parmi elles 2.700 procédures ont été publiées sur le site "Idarati.ma" et 800 ont été retirées car sans fondement juridique.

En matière de fiscalité, le gouvernement veille aussi à la mise en œuvre optimale de la loi-cadre relative à la réforme fiscale de manière progressive, prenant en compte les mesures prioritaires qui seront appliquées dans un délai de 5 ans et ce, au regard du rôle de la réforme fiscale dans la promotion des investissements et l'accompagnement des chantiers de réformes économique et sociale.

La LF-2022, après une série de discussions et amendements, apporte, pour sa part, un arsenal de mesures fiscales, lesquelles devront marquer le début de la mise en œuvre des orientations et des objectifs de cette loi-cadre et ce, en cohésion avec le principe de la progressivité.

Ces actions et bien d'autres donnent du ton au reste du mandat du gouvernement qui est amené à relever encore plus de challenges et œuvrer à la concrétisation des recommandations formulées dans le cadre du NMD, le tout en parfaite harmonie avec les Hautes Orientations Royales.

Safaa Bennour

Conseil économique, social et environnemental

Une politique nationale dédiée à l'IA

Le président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Ahmed Réda Chami, a appelé, mercredi 19 janvier à Rabat, à la mise en place d'une politique nationale dédiée à l'intelligence artificielle (IA) en lui accordant la priorité dans le chantier de la transformation digitale.

WI est important d'ériger l'IA en priorité nationale dans le chantier de la transformation digitale du pays eu égard à son importance capitale, aux plans stratégique et économique et aux réponses qu'elle apporterait aux besoins différenciés des citoyens", a souligné M. Chami lors d'un atelier de restitution virtuel, dédié à la présentation de l'avis du Conseil intitulé "vers une transformation digitale responsable et inclusive".

La digitalisation, désormais incontournable de par le monde, a-t-il dit, est devenue un moteur de la globalisation des échanges de toute nature, voire un levier déterminant pour réussir toute transformation sociétale et économique dans un pays.

Il a, à ce propos, mis en avant l'importance du digital comme pilier essentiel de transformation stratégique, au regard de son impact transversal sur la gouvernance, la transparence, le bon fonctionnement des services publics, l'inclusion de la population, ainsi que sur la dynamique économique.

"Conscient de l'importance de ce secteur créateur d'opportunités économiques et sociales majeures, notre pays a mis en œuvre, depuis des années, plusieurs stratégies et programmes en vue d'accélérer sa transformation digitale tels que 'Maroc numérique 2013' et 'Maroc digital 2020'", a rappelé M. Chami.

Il s'est également doté d'arsenal juridique et d'instances spécialisées en la matière dont l'Agence du Développement du Digital (ADD), la Commission Nationale de Contrôle de la Protection des Données à Caractère Personnel (CNDP) et la Direction Générale de la Sécurité des Systèmes d'Information (DGSSI), a-t-il ajouté.

M. Chami a également mis l'accent sur les avancées notables qui ont été réalisées dans ce sens, notamment en termes d'infrastructures d'accès assurant une bonne couverture Télécom et un accès généralisé à la téléphonie mobile, et en matière de digitalisation de l'administration et de certains secteurs (services bancaires numériques, paiement des taxes et impôts en ligne, dématérialisation des procédures douanières, le e-parapheurs, la plateforme "TELMIDTICE" pour l'enseignement à distance, le bureau d'ordre digital, la mise en place de la plateforme Chikaya, le tribunal à distance pendant le confinement, etc...).

Toutefois, les différents efforts fournis et initiatives lancées restent manifeste-



• **Ahmed Réda Chami, président du Conseil économique, social et environnemental.**

ment insuffisants pour assurer les prérequis d'une transformation digitale aboutie et résorber une fracture numérique patente que la crise de la Covid-19 n'a fait qu'exacerber, a fait observer le président du Conseil.

Plusieurs faiblesses et fragilités peuvent expliquer cette situation notamment un retard accusé dans la mise en œuvre de politiques antérieures de transformation digitale au niveau de plusieurs secteurs tels que l'administration, la santé, l'éducation et l'industrie le caractère parcellaire et parfois inadapté du cadre législatif et réglementaire, notamment en matière de télétravail, une faible couverture géographique en infrastructures Internet haut débit et très haut débit, a-t-il précisé à cet effet.

Il s'agit également du nombre insuffisant d'acteurs technologiques marocains, de la faible production du contenu digital, culturel et éducatif national, en plus de la feuille de route nationale en matière d'IA qui peine à voir le jour ou à se déployer, a-t-il estimé.

Sur la base d'un diagnostic partagé, le CESE a formulé une vision et plusieurs recommandations pour faire du digital un véritable levier de développement

économique et social de notre pays, a fait savoir M. Chami, notant que pour ce faire, deux prérequis demeurent nécessaires.

Premièrement, assurer, dans un délai maximal de trois ans, un accès généralisé à l'Internet haut débit et très haut débit, à l'ensemble de la population, avec une qualité de service satisfaisante et un prix concurrentiel abordable et deuxièmement, moderniser, dans un délai maximal de trois ans, les services administratifs par la digitalisation de l'ensemble des procédures administratives, a fait savoir le président du CESE.

Et d'expliquer: "Grâce aux gains en productivité et efficacité provenant de la dématérialisation, ceci pourrait à terme économiser environ 718 millions d'heures de travail par an, soit une économie de l'ordre de 1% du PIB (plus de 10 milliards de dirhams)".

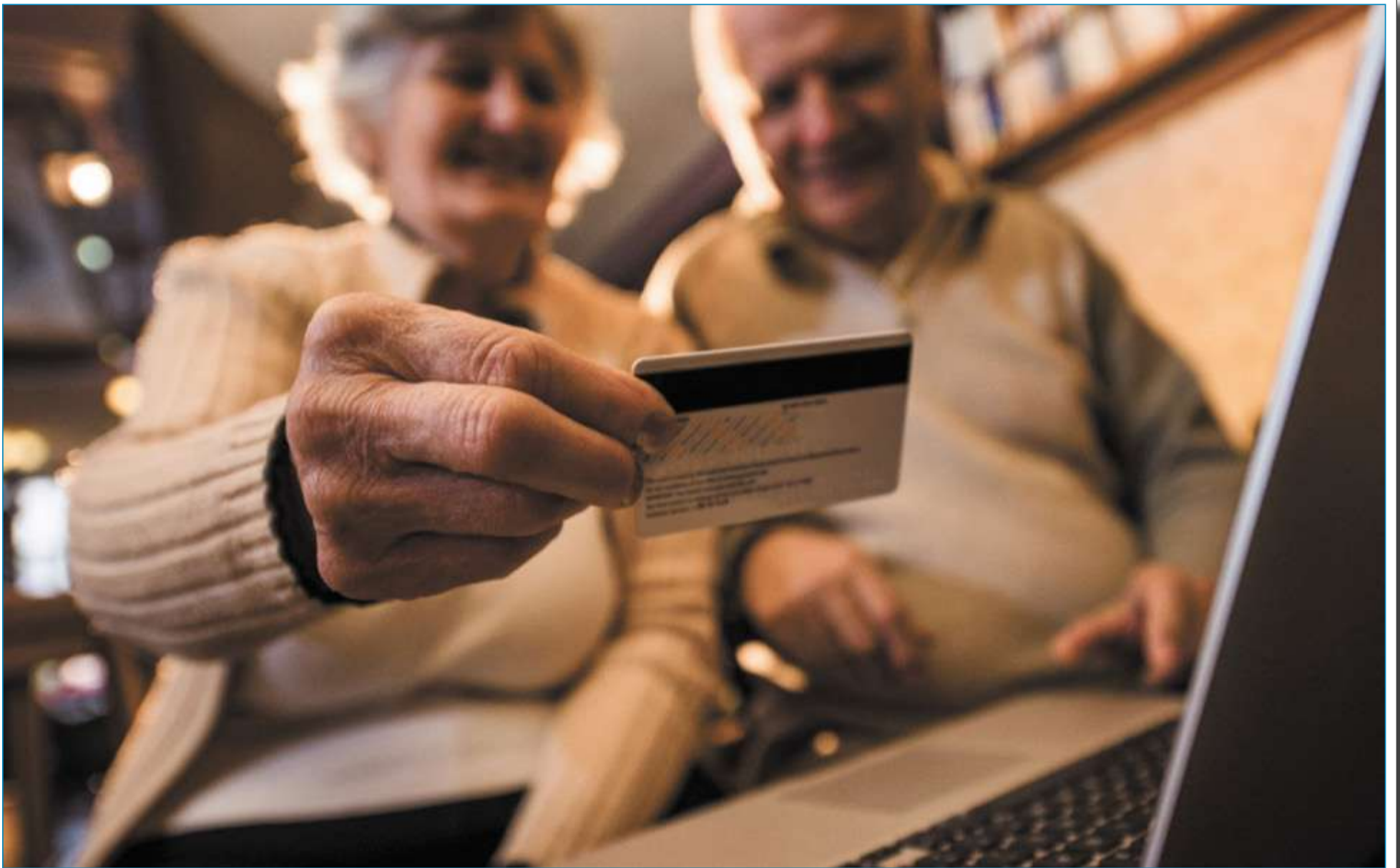
Il s'agit également d'augmenter la contribution du secteur des Technologies de l'information et de la communication à plus de 10% du PIB et le lancement d'au moins une licorne marocaine dans le domaine de l'intelligence artificielle, la Fintech ou l'AgriTech dans un délai de cinq

ans, a-t-il noté.

De son côté, Amine Mounir Alaoui, président de la commission chargée de la société du savoir et de l'information qui a supervisé l'élaboration de l'avis, a insisté sur la numérisation totale de l'ensemble des procédures administratives de bout en bout et la mise à disposition du réseau très haut débit pour le maximum de citoyens de manière à ce qu'ils puissent accéder à ces services, ce qui rendra la relation entre les citoyens et l'administration simplifiée.

Il a également souligné l'impératif d'intégrer la digitalisation dans la vie quotidienne des jeunes et faire en sorte que ça devienne réellement une façon de vivre.

Elaboré dans le cadre d'une auto-saisine, l'avis du CESE traite d'une thématique qui constitue de plus en plus un enjeu majeur pour l'avenir de notre pays. Véritable levier de transformation et d'accélération, la digitalisation favorise l'amélioration de la qualité des interactions entre citoyens et administrations, l'augmentation de la productivité et de la compétitivité de l'économie en plus de contribuer à réduire les inégalités sociales et spatiales.



• Le marché du grand âge se fonde sur le constat démographique lié au vieillissement de la population.

Économie argentée

Un filon d'or pour les investisseurs

Le discours capitaliste a longtemps estimé que les séniors représentaient un fardeau pour l'économie, arguant que le coût de financement des retraites ralentirait la croissance. Alors que plusieurs courants s'arrachent sur la question de nos aînés, conjuguer vieillesse et richesse est bel et bien possible ! L'économie argentée, communément appelée "silver économie" ou encore "économie des séniors", semble déconstruire l'idéologie dominante et apporter un début de réponse à la fonction des cheveux gris au sein de l'économie.

Ce nouveau concept, apparu dès les années 2000, place les anciens au cœur de la société de consommation, pour désigner l'ensemble des marchés destinés aux personnes de plus de 60 ans qui représenteront 16% de la population mondiale d'ici 2050 contre 9% en 2019.

Porté par l'ambition de réunir toutes les dépenses de consommation des séniors, cette filière englobe une multitude d'activités économiques liées à la production, à la consommation et au commerce de biens et de services ciblant les personnes âgées.

Le marché du grand âge se fonde sur le constat démographique lié au vieillissement de la population. Les progrès de la science favorisent la longévité qui, économiquement parlant, impacte l'ensemble des secteurs économiques.

Cette gérontocroissance qui bouleverse les horizons économiques et soulève de nouveaux enjeux suppose donc une adaptation innovante, organisationnelle et technologique pour le développement de nouveaux segments dédiés au bien-vieillir.

Alors que l'espérance de vie s'allonge à travers le monde, la silver économie examine ainsi les moyens de faire concourir nos aînés à la croissance tout en leur permettant de vivre plus confortablement. Car, si les "baby-boomers" sont bien moins productifs que leurs cadets, ils consomment tout autant que le reste des agents économiques, voire ... bien plus.

Cette nouvelle donne démographique qui engage des mutations socio-économiques profondes intéresse de plus en plus les économistes et les investisseurs. A défaut de la considérer comme source de dépenses, ils y voient une niche prospère.

En chiffres, la Commission européenne a évalué dans un rapport datant de 2018 les dépenses privées des personnes âgées à près de 5.700 milliards d'euros en 2025 contre 3.700 milliards d'euros en 2015. Sa part dans le PIB européen s'établirait à 32% en 2025 contre 29% en 2015, et générerait 38% de l'emploi total.

Toutefois, le Maroc n'est pas épargné par ce phénomène mondial de transition démographique. Comme énoncé, le vieillissement de la population peut à la fois représenter une opportunité de croissance comme un risque de déséquilibre macroéconomique lorsqu'il n'est pas contrôlé.

Les perspectives du Centre d'études et de recherches démographiques (CERED) font état d'une progression des personnes âgées de plus de 60 ans qui passerait de 9,4% en 2014 à 23,2% à l'horizon 2050. En chiffre d'affaires, l'économie du bien-vieillir dépasserait

les 640 MMDH en 2050 contre près de 53 MMDH en 2014, selon la Direction des études et des prévisions financières (DEPF).

C'est dire que la société du vieillissement, conception à la fois multidisciplinaire et multisectorielle, intervient comme une promesse d'un supplément de croissance et d'emplois, qui constituerait, à défaut de son développement, un véritable manque à gagner pour l'économie nationale.

Dans une conjoncture de refonte du système national de protection sociale et de construction d'un paradigme économique post-Covid, la silver économie mérite bien d'être explorée et exploitée comme un nouveau levier de développement d'autant plus qu'elle recèle un potentiel de progression annuelle de près de 7% en moyenne jusqu'en 2050.

Taimouri Zin El Abidine

Marché boursier

Les meilleures pratiques d'investissement

Des spécialistes du marché boursier ont mis en relief, mercredi 19 janvier, les meilleures pratiques d'investissement en bourse, dans le cadre d'un webinaire organisé par la Bourse de Casablanca en partenariat avec l'Association professionnelle des sociétés de bourse (APSB).

Lors de ce webinaire, placé sous le thème "Comment bien gérer son investissement en bourse ?" et animé par le Directeur de la Stratégie et de la Transformation à la Bourse de Casablanca, Badr Benyoussef, ces professionnels ont également donné un éclairage sur le fonctionnement du marché boursier.

Dans son intervention, le Directeur Général adjoint de BMCE Capital Bourse, Majd Guebbas, a passé en revue les différentes étapes d'entrée en bourse, depuis l'ouverture d'un compte titres jusqu'à la commission sur opérations. M. Guebbas a ensuite expliqué le fonctionnement du marché, y compris les modalités de cotation, les types d'ordres, avant d'énumérer les caractéristiques de l'ordre ainsi que son circuit transactionnel, à savoir du client à la Bourse en passant par la société de bourse. Le spécialiste a également jeté la lumière sur les différentes commissions sur les transactions et de conservation, ainsi que sur le cadre fiscal relatif aux actifs financiers à savoir la taxe sur le Produit de cession des valeurs mobilières (TPCVM) et la taxe sur le Produit



des actions (TPA). Pour sa part, le Directeur économie à Attijari Global Research, Abdelaziz Lahlou, a abordé la question de l'investissement en bourse sous l'angle de la situation économique à l'aune de la crise sanitaire, dressant ainsi le paysage macroéconomique national ainsi que le contexte actuel du marché boursier. Parmi les atouts de la conjoncture, M. Lahlou a relevé la maîtrise de la situation sanitaire, les mesures précautionneuses

sensibles à l'aspect économique, et le rattrapage rapide de la croissance du PIB avec 7,2% en 2021 et des prévisions de croissance de 3,2% en 2022.

Il a aussi mis en évidence quelques points de vigilance, notamment la reprise de l'inflation pouvant affecter le pouvoir d'achat, la perturbation des chaînes d'approvisionnement et la montée des niveaux d'endettement pouvant

concerner les ménages et les entreprises. Dans le cadre du plan d'actions des investisseurs, M. Lahlou a recommandé une posture à observer comme "le suivi de près des prochaines parutions économiques, l'exigence dans le choix des valeurs et la nécessité de rester connecté au marché pour les opérations à court terme". Pour sa part, le Directeur Gestion sous mandat chez Société générale, Rachid Ellakhdi a expliqué la stratégie d'investissement en bourse, en faisant un rapprochement entre les notions de risque et de rendement. Le spécialiste a également établi la liste des ratios financiers comme tableau de bord de l'investissement boursier. "Un investissement en bourse suppose une visibilité sur l'épargne, une préparation du portefeuille cible, une forte implication dans le choix des valeurs, un haut niveau de connaissance de soi et un choix des secteurs d'investissement opportun", a-t-il dit. Par ailleurs, ce webinaire a été marqué par la participation de Mostafa Belkhatayate, trader international et ancien champion du monde de la bourse, qui a insisté sur "la technologisation" de la bourse, en l'occurrence l'intégration de la blockchain, ainsi que sur l'implication des jeunes talents marocains.

Oujda

Une usine de câblage automobile

Le coup d'envoi a été donné, lundi 24 janvier à la zone d'accélération industrielle de la Technopole d'Oujda, aux travaux de construction d'une unité industrielle de câblage automobile, devant permettre la création, à terme, de plus de 3.000 emplois directs.

Cette usine, relevant de l'équipementier automobile multinational «Aptiv», s'étalera sur une superficie de 8 ha, pour un investissement global de près de 394 millions de dirhams (MDH).

Le lancement des travaux de construction de cette nouvelle unité industrielle a été donné par le wali de la région de l'Oriental, gouverneur de la préfecture d'Oujda-Angad, Mouad El Jamai, en présence notamment du président du Conseil de la région de l'Oriental (CRO), Abdenbi Bioui, de représentants du groupe Aptiv, de partenaires et d'acteurs locaux.

Selon le Centre régional d'investissement (CRI), cette future «méga-usine», qui témoigne de la grande confiance des opérateurs économiques dans le potentiel de la région de l'Oriental, est de nature à impulser une nouvelle dynamique



pour le développement du secteur industriel régional, et permettra de renforcer l'attractivité de la région à l'échelle nationale et internationale.

Dans une déclaration à la presse à cette occasion, M. Bioui a indiqué que ce grand projet, qui sera réalisé avec une contribution du CRO à hauteur de 33 MDH, permettra de créer 3.500 emplois directs et entre 600 et 700 emplois indirects, affirmant que l'Oriental connaîtra l'installation d'autres projets dans les semaines et les mois à venir et que plusieurs investis-

seurs effectuent des visites dans la région dans ce sens.

Le futur port Nador West Med, une fois achevé, constituera une locomotive pour la région en améliorant son attractivité afin d'attirer d'autres investissements, a-t-il souligné, notant que ce projet contribuera à réduire le taux de chômage que connaît la région.

De son côté, le représentant d'Aptiv, Mohamed El Filali, a indiqué que ce groupe est présent au Maroc depuis

23 ans, précisément à Tanger, Kénitra et Meknès, avec un effectif de quelque 16.000 employés à ce jour.

Ce groupe international renforce aujourd'hui sa présence dans le Royaume avec cette nouvelle unité industrielle, qui fera partie des plus grandes usines au Maroc et permettra de créer des emplois supplémentaires et d'encourager d'autres investisseurs à venir s'installer dans l'Oriental, s'est-t-il réjoui, relevant que cette région, qui bénéficiera de l'entrée en service du port Nador West Med, regorge de compétences et de ressources humaines qualifiées.

Cette nouvelle unité industrielle sera créée dans le cadre d'un partenariat entre la Wilaya de l'Oriental, le CRO, le CRI, la société MedZ et Aptiv.

La première tranche de ce projet, qui renforcera la compétitivité du secteur de l'industrie automobile au Maroc, doit être prête en juin prochain.

Interview

Mohamed Horani appelle à l'épargne

Mohamed Horani, président de l'Association marocaine des entreprises faisant appel public à l'épargne (APE), récemment créée, relate dans une interview à la MAP, la vision et les objectifs de cette nouvelle instance censée promouvoir l'accès des entreprises marocaines au marché des capitaux.

- Quel est le plan d'action de l'Association pour promouvoir l'appel public à l'épargne en tant que levier majeur de financement ?

- Notre jeune association vient d'être créée avec l'appui de la CGEM et de la Bourse de Casablanca et le soutien de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC).

Notre conseil d'administration s'est réuni à plusieurs reprises et nous avons constitué notre bureau et lancé plusieurs actions pour doter notre association des structures qui lui permettront de mener à bien sa mission et de réaliser ses objectifs.

Cette nouvelle instance se veut force de proposition sur les évolutions législatives et réglementaires afin de faciliter le recours au marché des capitaux au service de la relance et du développement de l'économie nationale.

Je rappelle que notre vision est de valoriser le rôle central de l'entreprise en tant que principal facteur de création de richesse et de développement économique et social. Ce choix s'explique par le fait que les entreprises faisant appel public à l'épargne doivent être exemplaires en matière de performance économique, de bonne gouvernance et de responsabilité sociale et environnementale.

Forte de la qualité de ses membres, l'APE a pour mission de mener toute action en mesure de contribuer à l'amélioration de l'environnement général de l'entreprise, notamment, celui de l'appel public à l'épargne et d'augmenter son éligibilité à recourir à ce mode de financement.

A l'aube de la mise en œuvre du Nouveau modèle de développement (NMD) adopté par notre pays et en phase de sortie de la crise du Covid-19 avec ses contraintes et ses opportunités, il est essentiel que l'entreprise marocaine participe à l'effort de dynamisation des marchés des capitaux.

Les commissions permanentes, qui sont en cours de constitution, seront chargées de mener des actions en ligne avec nos objectifs.

- Dans quelle mesure le recours au marché des capitaux peut-il servir le développement des entreprises marocaines ?

- Tout simplement par le financement de la croissance des entreprises. Le marché des capitaux est un maillon impor-



• Mohamed Horani, président de l'Association marocaine des entreprises.

tant pour la croissance d'une économie.

Pour rappel, le NMD se fixe pour objectif de faire participer l'épargne publique au financement pour une croissance économique durable.

Le plan stratégique de l'AMMC met aussi en avant ce rôle. Il est important que l'investissement et donc le développement des entreprises marocaines puisse se faire de plus en plus grâce au recours au marché des capitaux qui doit agir en complément des autres sources de financement.

Financer l'économie marocaine est d'autant plus important dans un contexte de crise sanitaire, où l'investissement dans les entreprises est primordial pour amorcer la reprise et saisir les nouvelles opportunités générées par ladite crise.

- Comment jugez-vous l'accessibilité du marché des capitaux pour les entreprises, notamment, les PME ?

- Il est trop tôt pour une jeune association de se prononcer sur de tels sujets. Cela dit, je rappelle que nous avons pour objectif de contribuer à faciliter l'accès aux marchés des capitaux, notamment pour les PME.

Un des axes de nos interventions est

de pouvoir identifier les barrières qui entravent l'accès des PME au marché des capitaux et de comprendre la nature de ses barrières.

Est-ce qu'il s'agit de la complexité des exigences du marché en termes de communication financière et de gouvernance, et/ou de la capacité des PME à être éligible à ce mode de financement et/ou tout simplement d'une méconnaissance des marchés des capitaux par les chefs d'entreprises.

Notre mission est de mieux cerner ces paramètres et de travailler avec les autorités du marché et nos partenaires pour améliorer les conditions d'accès des entreprises à l'appel public à l'épargne, et particulièrement aux PME.

C'est d'ailleurs pour mieux servir cette cause que l'adhésion à notre association est ouverte, non seulement aux entreprises faisant appel public à l'épargne, mais aussi à toutes celles qui ont l'intention de le faire dans un futur proche.

- Dans un contexte de relance économique et de reconfiguration de l'économie mondiale, quel rôle joue le marché des capitaux pour amorcer la reprise ?

- Notre pays doit se faire une place de

choix dans la nouvelle configuration de l'économie mondiale. Il en a la capacité et il l'a prouvé durant cette période de crise que nous vivons encore.

Le rapport sur le NMD le confirme et ambitionne de porter l'Indice de participation aux chaînes de valeur mondiales de notre pays de 43% en 2019 à 60% en 2035.

La réalisation de cette ambition passe nécessairement par l'investissement dans tous les secteurs de l'économie, non seulement pour amorcer la reprise, mais également pour saisir toutes les nouvelles opportunités.

La participation du marché des capitaux marocain au financement des ambitions légitimes de notre pays est primordiale. Elle s'inscrit parfaitement dans les recommandations du rapport sur le NMD qui appelle le système financier marocain "à accompagner la transformation productive du pays (diversification de l'économie, développement d'écosystèmes territoriaux de PME/PMI), de faire preuve de plus de dynamisme et de s'impliquer de manière plus forte dans le financement de l'économie, tout en préservant les fondamentaux de sa stabilité".

Tel est le principal objectif de notre association: favoriser et promouvoir l'appel au marché des capitaux pour financer l'économie marocaine.

Modèle de développement multidimensionnel

Inclure la culture

La Fédération des Industries Culturelles et Créatives (FICC) de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) a souligné la nécessité de faire de la culture un engagement à part entière dans la conception d'un modèle de développement durable et multidimensionnel.



• Présentation de l'étude 'Quelles transformations pour les Industries Culturelles et Créatives au Maroc'.

Dans une étude de terrain menée en partenariat avec la Wallonie Bruxelles International Rabat, sous le thème "Quelles transformations pour les industries culturelles et créatives (ICC) au Maroc: Focus sur 4 filières, l'édition, les arts de la scène, l'audiovisuel et la musique actuelle", la FICC a mis en avant le potentiel immatériel, divers, peu exploité et sous valorisé dont jouit le Maroc. L'étude a également souligné que les instances civiques, publiques et corporatives multiplient les rapports et plaidoyers demandant à prendre les économies culturelles et créatives plus au sérieux, comme levier de développement territorial et économique, notant que les transformations technologiques, sociétales et écologiques en cours démontrent l'importance de conjuguer capacités locales, cohésion sociale et innovations à partir des savoirs, arts et arts de faire.

Elle a relevé, en outre, que la crise du Covid-19 a accentué les ruptures majeures auxquelles sont confrontées toutes les filières culturelles depuis plusieurs années, notamment celles relatives à la sous-structuration, la transformation des

modes de création/production découlant de la transition numérique, et l'attractivité des financements...

Dans ce sens, les chiffres de la Fédération révèlent que plus de 100.000 emplois directs ont été menacés et environ 1.100 entreprises ont accusé 70% de baisse de leur chiffre d'affaires en moyenne.

La Fédération propose ainsi des clés de décryptage du fonctionnement des quatre filières, à savoir l'édition, les arts de la scène, l'audiovisuel et la musique actuelle, cherchant à renforcer les dimensions de la gouvernance, du marché, la professionnalisation, l'internationalisation et la numérisation.

Au niveau de la gouvernance locale, l'existence de potentiels locaux peu valorisés montre trois articulations nécessaires, l'appui à la création de collectifs faisant le lien entre culture, l'éducation et lieux de jeunesse.

Pour les marchés locaux, l'une des rares vitrines existantes sont les festivals, salons et autres événements ponctuels, souligne le rapport, faisant savoir que le potentiel immatériel des régions est sous exploité, faute d'interlocuteurs fiables.

Une des pistes retenues, la création de réseaux régionaux de promotion de la culture sur une base de PPP portée par les acteurs les plus dynamiques, qui peut s'appuyer sur les prérogatives des centres de jeunesse et de culture, des universités, des régions et les centres régionaux d'investissements (CRI) pour soutenir une dynamique et un écosystème d'auto-entrepreneurs culturels locaux.

S'agissant de la professionnalisation de l'ensemble des terrains, il s'avère que le besoin de formation est triple, au niveau des conservatoires (bases théoriques et pratiques) et de la technique (régie), au niveau de la conception, l'écriture et le développement de contenus créatifs et innovants en lien avec le potentiel local et imaginaire, et au niveau du management culturel et de la valorisation des produits et des projets, y compris dans la levée de fonds et la soumission aux projets internationaux, ajoute l'étude. Côté internationalisation, la Fédération pointe du doigt un manque de capacité à structurer la mobilité, l'accompagner et en faire un levier de développement du secteur, hors frontière, avec moins de frilosité sur la liberté des créateurs.

Pour la numérisation, il y a en même

temps une fenêtre d'opportunité et un risque à gérer en lien avec la tendance grandissante à la numérisation.

En ce qui concerne les risques, la fracture numérique et le besoin de littératie digitale impliquent en même temps un manque à combler et une opportunité à saisir pour les professionnels pouvant être mobilisés par les régions et administrations locales dans un exercice.

Côté opportunités, le up-grading de créneaux de gaming, création de contenus et de développement de plateformes est un chantier en lien avec la souveraineté numérique et la capacité à autonomiser les acteurs et à internationaliser les marchés, qui nécessite une stratégie intégrée. La création de la Fédération des Industries Culturelles et Créatives au sein de la CGEM et la tenue de ses premières assises, en octobre 2019, ont contribué à installer dans le paysage institutionnel un partenaire patronal qui inscrit d'emblée sa mission dans le développement économique des filières culturelles avec le souci de faire reconnaître le secteur privé dans ce domaine et de veiller à l'accroissement des emplois décents dans le secteur.



• Neila Tazi, présidente de la Fédération des Industries culturelles et créatives.

Industries culturelles et créatives

Un secteur émergent à forte valeur ajoutée

Les industries culturelles et créatives (ICC) constituent un secteur émergent à forte valeur ajoutée, a indiqué, lundi 24 janvier à Casablanca, la présidente de la Fédération des Industries culturelles et créatives (FICC), Neila Tazi.

S'exprimant lors d'une conférence de presse dédiée à la présentation d'une étude intitulée "Quelles transformations pour les ICC au Maroc: focus sur 4 filières, l'édition, le spectacle vivant, l'audiovisuel et la musique", Mme. Tazi a mis en exergue le rôle important de ce secteur dans le développement humain et la croissance économique.

Elle a, dans ce sens, souligné que les ICC bénéficient à plusieurs autres secteurs, notamment le tourisme, la jeunesse, l'éducation et même la diplomatie, mettant l'accent sur la nécessité de lui donner une forte impulsion, en particulier dans cette période de crise.

Mme. Tazi a, en outre, relevé que cette étude, menée en partenariat avec la Wallonie Bruxelles International, démontre aussi l'importance accordée par "nos partenaires de l'étranger à ce secteur", notant que le Maroc regorge de talents et d'un patrimoine riche pouvant constituer un facteur important dans la promotion des ICC.

La présidente de la FICC a, par ailleurs, souligné que la crise sanitaire a eu un impact sévère sur le secteur, en particulier sur la musique, le spectacle vivant et l'événementiel, mettant en avant l'importance d'accélérer les réformes, notamment législatives, en l'occurrence l'accélé-

ration du processus d'adoption de la loi sur les droits d'auteur, élément structurant du marché des ICC.

Elle a également mis l'accent sur l'importance de saisir l'opportunité du digital, en vue d'accélérer la transversalité des réformes dans ce domaine, à même d'accompagner ce secteur essentiel pour l'émancipation des jeunes et le développement humain au Maroc.

Pour sa part, le président de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), Chakib Alj a affirmé que la culture est devenue un enjeu stratégique à l'échelle du pays et du continent et a prouvé, à l'échelle mondiale, qu'elle est créatrice de richesse et d'emploi et qu'elle constitue un élément essentiel du soft power des nations.

Au Maroc, le Nouveau modèle de développement (NMD) a fait de la culture un axe essentiel du développement du capital humain, du développement économique et social du pays et de ses territoires, a ajouté M. Alj.

Le président de la CGEM a également rappelé que SM le Roi Mohammed VI n'a cessé d'appeler au développement de la culture, notant que le Souverain a initié de grands chantiers pour inscrire la culture dans un projet ambitieux pour le Maroc et les Marocains, notam-

ment la construction des grands théâtres, la politique des musées, les grands festivals.

De son côté, le délégué général de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Motonobu Kasajima, a fait savoir que les relations liant le Maroc et la Belgique datent de longtemps dans plusieurs domaines, en particulier la formation et l'enseignement supérieur.

"La naissance de la FICC a constitué une opportunité pour nous pour renforcer encore cette coopération active avec des acteurs de terrain", a-t-il noté, relevant que le partenariat avec la FICC constitue un moyen de renforcer le soutien à la professionnalisation du secteur des ICC.

Il a aussi indiqué que l'étude est le fruit d'une première réflexion, en vue d'accompagner la Fédération et effectuer un premier diagnostic dans ses quatre filières composantes.

Menée en toute indépendance par une équipe de chercheurs marocains, à partir d'une revue de littérature élargie, et en interaction régulière et construite avec décideurs, acteurs et observateurs, cette étude de terrain propose des clés de décryptage du fonctionnement de quatre filières créatives au Maroc, à savoir l'édition, les arts de scène, les musiques actuelles et l'audiovisuel.

Roger Milla :

Le Maroc, "un pays que j'adore"

"Le Maroc est un pays que j'adore et à chaque fois que l'occasion de s'y rendre se présente, je n'hésite guère à le faire", a affirmé la légende vivante du football africain, Roger Milla, tout en mettant, plus particulièrement, en avant les atouts dont dispose Laâyoune, "cette ville extraordinaire".

"Je suis Marocain moi", a, d'emblée, tenu à souligner Roger Milla à la MAP, notant que le Royaume est un pays d'accueil et que le peuple marocain est "agréable", "hospitalier", "ouvert" et "bienveillant".

"Je garde toujours des relations encore très bonnes avec mes amis Marocains. J'ai eu récemment un appel téléphonique avec Krimo et je viens de rencontrer Naïbet", a-t-il fait savoir.

S'agissant des infrastructures dont dispose le Maroc et plus précisément Laâyoune, le "vieux Lion" affirme, clairement, que "de ce côté là, il n'y a pas de soucis", ajoutant qu'il y a déjà ramené son équipe de handball pour disputer les championnats d'Afrique et qu'ils étaient "tous très satisfaits".

"Moi, c'est surtout de Laâyoune que je voudrais parler, elle est extraordinaire cette ville", a mis en relief le "chorégraphe" de la fameuse danse "après-but", notant que "cette perle" dispose désormais de tous les ingrédients qui font



• Roger Milla, une légende vivante du football africain.

d'elle l'une des plus grandes et belles villes du Maroc et l'une des destinations les plus préférées en Afrique.

Sur les chances du Maroc dans cette

33^e CAN, la figure emblématique du football africain a indiqué que les Lions de l'Atlas ont assuré l'essentiel en accédant aux huitièmes de finale. "Désormais, ils doivent disputer

chaque match, en lui-même et pour lui-même pour continuer à avancer", a-t-il conclu.

ES: Afajdar Anouar

Université Abdelmalek Essaâdi

L'offre pédagogique se développe

Dans le cadre des missions confiées aux établissements d'enseignement supérieur et sur la base des orientations stratégiques nationales qui ont pour objectif le développement du système d'enseignement, de formation et de recherche scientifique, l'Université Abdelmalek Essaâdi se focalise sur l'évaluation de son offre pédagogique disponible au profit des 124 000 étudiants qui y sont inscrits.

En effet, avec 220 filières en formation initiale et 68 filières en formation continue, l'UAE propose via ses différents établissements universitaires des formations riches et variées, notamment en sciences humaines, en sciences et techniques, en sciences d'ingénieur, en sciences de la santé, en sciences des religions, en sciences de l'éducation, en commerce, économie et gestion et en sciences juridiques.

Il convient de noter également que l'Université Abdelmalek Essaâdi se distingue par le fait qu'elle comprend trois Ecoles Nationales des Sciences Appliquées (ENSA), formant près de 600 lauréats en ingénierie dans diverses disciplines chaque année.

Cependant, la nouvelle dynamique que connaît la région Tanger-Tétouan-Al



Hoceima impose une reformulation de l'offre pédagogique afin de s'aligner avec les nouvelles tendances du tissu socio-économique, industriel et culturel de la région et pour former des cadres qualifiés

capables de s'intégrer dans l'ensemble des projets industriels et économiques au niveau national et régional.

Pour ce faire, l'Université Abdelmalek Essaâdi travaille en étroite coordination avec divers acteurs en gouvernance régionale et en gestion industrielle et économique, à travers l'organisation de réunions conjointes et intensives et à travers un échange de données statistiques qui permettent de guider l'ingénierie pédagogique et de valoriser ses fruits.

Dans ce cadre, l'Université Abdelmalek Essaâdi peut être considérée comme étant un partenaire majeur du Conseil de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima et des conseils de toutes les autres collectivités territoriales qui en font partie. Etant située dans une région étalée sur une superficie de 17000 km² et disposant de deux façades maritimes, l'UAE est bien consciente de la nécessité de participer

à la dynamique locale et nationale en investissant davantage dans les domaines de la formation, de la recherche scientifique et de l'innovation.

Le projet de développement de l'Université Abdelmalek Essaâdi vise à faire de l'université un véritable levier de croissance et de développement en formant des compétences en diverses disciplines et en comblant les pénuries liées aux industries et aux différents grands projets structurants de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima. Dans le même contexte, l'Université Abdelmalek Essaâdi travaille, en coordination avec le Haut-Commissariat au Plan sur l'identification des besoins socioéconomiques afin d'y répondre dans les cinq prochaines années. Ce travail pourra être concrétisé en renouvelant l'offre pédagogique et en renforçant les structures de la recherche scientifique au niveau de tous ses établissements universitaires.



Rencontre

Les recherches archéologiques au Maroc réécrivent l'histoire de l'humanité

"Les découvertes archéologiques de Bizmoune à Essaouira, ou quand les recherches archéologiques au Maroc réécrivent l'histoire de l'humanité" a été le thème d'une rencontre organisée, vendredi 21 janvier à Casablanca, avec l'archéologue Abdeljalil Bouzouggar.

Initiée par le café littéraire, Papers Club et O'TED, cette rencontre a constitué l'occasion de jeter la lumière sur ces artefacts fabriqués à partir de coquilles de *Tritia gibbosula* qui constitueraient les plus anciens éléments de parure découverts à ce jour dans la grotte de Bizmoune à Essaouira par une équipe internationale de l'Institut national des Sciences de l'Archéologie et du patrimoine (INSAP), de l'Université d'Arizona (Tucson, USA) et du Laboratoire méditerranéen de Préhistoire Europe Afrique (CNRS, LAMPEA, Aix-en-Provence, France).

Modéré par l'architecte-urbaniste, Rachid Boufous, l'évènement a également été l'opportunité de mettre en exergue la portée et l'importance de cette découverte particulière, son impact sur l'Histoire de l'humanité ainsi que la place du Maroc dans la préhistoire.

Dans une déclaration à la MAP, M. Bouzouggar, professeur d'archéologie préhistorique à l'INSAP, a indiqué que cette rencontre vise à présenter les derniers

résultats des fouilles archéologiques réalisées dans la grotte de Bizmoune à Essaouira.

"Il s'agit de la mise au jour de la plus ancienne parure au monde datant de 150.000 ans, qui nous renseigne sur plusieurs aspects d'une partie de l'histoire de l'humanité", a expliqué M. Bouzouggar, également directeur de l'équipe scientifique ayant mené cette recherche archéologique.

Ces objets de parure, a-t-il ajouté, peuvent être considérés comme des éléments de l'émergence des identités, puisque les membres des groupes humains ont utilisé les mêmes objets de parure avec la mise en place d'un système d'échanges sur de longues distances, et peuvent également constituer des éléments d'émergence du langage".

Pour sa part, Younes Jebbari, le manager culturel du Papers Club, a relevé que cette rencontre exceptionnelle a permis de présenter les découvertes archéologiques de Bizmoune qui rebattent les cartes de la perception de la préhistoire bâtie sur une découverte précédente, et qui se retrouve

aujourd'hui "totalement modifiée".

"Cette découverte met le Maroc à l'avant garde de la compréhension de l'humanité et du parcours exceptionnel que notre race humaine a traversé depuis des centaines de milliers d'années", a-t-il dit.

M. Jebbari a, en outre, exprimé sa fierté que cette découverte ait eu lieu au Maroc et qu'elle ait été menée par des scientifiques marocains en collaboration avec des scientifiques internationaux.

La découverte principale de Bizmoune représente 32 coquilles façonnées de gastéropodes marins dans un niveau datant de 142.000 à 150.000 ans. Ces artefacts perforés par les humains et portés comme objets de parure étaient imprégnés avec de l'ocre rouge (substance naturelle riche en oxydes de fer) et constituent les plus anciens éléments de parure découverts à ce jour.

La grotte de Bizmoune est le nom que la population locale attribue à cette cavité. C'est un mot issu de l'amazighe qui signifie l'endroit des lions ou la tanière de la lionne.

Sortie américaine avec le Washington Times

"Harm Reduction: The Manifesto"

C'est officiel. Le lancement de l'ouvrage collectif, "Harm Réduction: The Manifesto", publié par les Éditions Orion, sous la direction de l'écrivain et journaliste Abdelhak Najib, de docteur Imane Kendili et

du professeur Jallal Toufiq, est lancé aux Etats-Unis d'Amérique, précisément à Washington, en collaboration avec le Washington Times, le 26 janvier 2022. Un webinar a été mis sur pied pour cette occasion, à fin de marquer cette sortie très attendue en Amérique pour un ouvrage qui regroupe plus de 26 spécialistes, médecins, ana-

lystes, politologues, penseurs et autres sociologues et anthropologues traitant tous la question, ô combien actuelle, de la réduction des risques par temps de grave pandémie planétaire qui a secoué le monde depuis janvier 2020 touchant plus de 320 millions de personnes et faisant pas moins de 5 millions et demi de victimes aux quatre coins de la planète. Un livre écrit en français, en anglais, en arabe et en espagnol, bientôt traduit en allemand et en italien, qui est déjà considéré par tous les observateurs comme le livre événement de cette crise sanitaire. Un livre documenté, écrit avec rigueur et profondeur, posant les bonnes questions qui préoccupent à la fois les populations, la société dans ses différentes ramifications, la société civile, le corps médical, les autorités sanitaires et les différents gouvernements dans un monde en proie à une situation médicale inextricable, face à un virus imprévu qui fait des ravages depuis plus de deux années.

«Harm Reduction : The Manifesto» regroupe les points de vue de plusieurs sommités médicales, de plusieurs intellectuels et autres penseurs tels que Peter Harper, Fares Mili, Imane Kendili, Jalla Toufiq, Jean-François Clément, Jean-Marie Heydt, Abdelhak Najib, Zeina Al Moukarzel, Gabriel Malka, Saâd Taoujani, Anas Doukkali, Raja Aghzadi, Najib Bensbia, Davis Gruson, David Khayat, Marc Dougan, Abdelaziz Alaoui, Fabien Brisard, Martin De Duve, Chakib Guessous, Mostapha Soueih, Mohamed Ibrahim, Anaïs Fossier, Gabriel Malka, Amahdou Mahater Ba, Youssef Mohi et Myriam Bahri. Des sensibilités différentes, des cinq continents, chacune selon son expérience et son expertise, chacune selon son parcours et son domaine, qui font une lecture limpide du monde dans lequel nous vivons aujourd'hui et qui est la proie de crises successives et de risques majeurs, non seulement au niveau de la santé, mais à tous les niveaux de la société, dans ses nombreuses imbrications. La réduction des risques est ici abordée dans son sens le plus large possible, allant au-delà des crises sanitaires pour toucher tous les aspects de la vie humaine, et ce, à tous les niveaux, de la politique à l'écologie en passant par la société, par la culture et par les valeurs civiques impliquant ainsi le patient-citoyen en tant qu'acteur principal dans cette approche de la réduction des risques.

Après Casablanca, Paris et Prague, escale donc à Washington avant de présenter le livre à Dakar, en Afrique, à Tokyo au Japon et à Berlin et à Londres, avec cette conférence qui réunit des noms très connus pour décortiquer les différents points clefs de cet ouvrage collectif en apportant des éléments de réponse à des questions simples sur la gestion des crises dans le futur partant des leçons retenues face à la crise du Covid-19. Dans ce sens, docteur Imane Kendili représente le Maroc et montre à quel degré «les autorités marocaines ont pris la pleine mesure de cette crise en mettant en place une batterie de mesures pour à la fois réduire les risques et poser les jalons d'une politique de santé résolument tournée vers l'avenir, avec tout ce que cela implique comme mesures, comme prévisions et comme projections en vue d'installer un socle mobile pour la gestion des différentes crises pouvant nous mettrez au défi de les appréhender avec efficacité et efficience», affirme la psychiatre et addictologue.

HARM REDUCTION THE MANIFESTO

EDITED BY
ABDELHAK NAJIB
IMANE KENDILI & JALLAL TOUFIQ

DAVID KHAYAT • PETER HARPER • DAVID GRUSON
JEAN-MARIE HEYDT • JEAN-FRANÇOIS CLÉMENT
ABDELAZIZ ALAOUI • NAJIB BENSIBIA
MARK DOUGAN • MARTIN DE DUVE • GABRIEL MALKA
CHAKIB GUESSOUS • MYRIAM BAHRI • RAJA AGHZADI
FABIEN BRISARD • ANAÏS FOSSIER
ANASS DOUKKALI • YOUSSEF MOHI • SAÂD TAOUJNI
AMAHDOU MAHATER BA • MOHAMMED IBRAHIMI
MUSTAPHA SOUIEH • FARES MILI • ZEINA MOUKARZEL



«Covid-19: le livre blanc» de Docteur Imane Kendili, une deuxième édition

Chroniques d'un monde malade

Les Éditions Orion viennent de publier la deuxième édition du livre au grand succès de Docteur Imane Kendili, écrivaine, psychiatre, addictologue et chroniqueuse, intitulé : "Covid-19 : le livre blanc". Une série de réflexions très pointues, sous forme de chroniques, qui couvrent deux années de pandémie dont souffre encore l'humanité faisant face à l'une de ses pires crises sanitaires, sociales, économiques, politiques et humaines. Un livre très actuel. À lire absolument.

Par Abdelhak Najib

Le succès est immédiat. En l'espace de quelques mois, la première édition de ce livre, à la fois actuel, profond et bien documenté, décliné sous forme de chroniques qui rendent compte de la vie par temps de coronavirus, a connu retentissement tant au plan de la critique qu'au niveau des librairies où le livre a été très vite épuisé. Preuve s'il en est que les lecteurs attendaient un tel type d'ouvrages qui répondent à leurs interrogations face à la crise du Covid-19 et à la peur, l'angoisse et le manque d'informations fiables concernant la situation réelle de la pandémie, non seulement au Maroc, mais partout dans le monde. Le lecteur ayant aussi besoin de livres fiables et rigoureux qui vont au cœur des choses pour apporter l'analyse adéquate, le regard juste, l'approche qu'il faut, pour décrire à la fois cette situation inextricable que nous subissons dans l'attente d'y voir le bout, un jour ou l'autre, et surtout ce climat anxieux qui s'est installé dans la durée drapant de sa chape de plomb l'atmosphère devenue lourde et invivable pour une grande majorité d'entre nous. C'est dans ce sens que "Covid-19 : le livre blanc" s'inscrit dans cette vision très limpide de faire le diagnostic du monde où nous vivons aujourd'hui et de prendre le pouls d'une société complexe, qui avance à plusieurs vitesses, entre archaïsmes ayant la peau dure et volonté de s'inscrire résolument dans une certaine forme de modernité.

Au cœur de la société

Docteur Imane Kendili, psychiatre et addictologue renommée, s'est révélée excellente chroniqueuse au fil des publications. Le regard aiguisé, l'approche multiple, une lecture au plus près des faits, le tout sous-tendu par cette volonté certaine de donner à son œuvre un ancrage à la fois réaliste, pragmatique et surtout scientifique. Durant deux années, Docteur Imane Kendili, s'est penché sur les différentes ramifications de la société, se posant les bonnes questions pour toucher à de nombreux sujets qui préoccupent l'observateur marocain, chacun selon son vécu, chacun selon son expérience, chacun selon ces questionnements. C'est dans ce sens que nous assistons à un ouvrage bien ficelé, écrit avec beaucoup d'aisance, avec une plume simple et limpide refusant les fioritures et autres faux effets de style. De la femme et sa condition face à la pandémie, à la sexualité des Marocains en passant par la précarité, par

le chômage et ses impacts sur la santé mentale des gens, les drogues et les addictions, le fatalisme ambiant face aux dangers de la pandémie, les théories du complot de bas étage, le rapport femme/homme, les relations entre enfants et parents dans un climat de doute et de peur, la course aveugle vers la digitalisation de la vie pour fuir toutes les réalités, l'impact négatif des réseaux sociaux sur la vie des Marocains avec cette cohorte de faux savants qui disent n'importe quoi et conseillent à tour de bras, l'agressivité exacerbée, le crime, le suicide, les maladies psychiatriques, les dépressions de tous genres, la schizophrénie... Bref, il s'agit dans ce recueil qui porte bien son titre : «Covid 19 : le livre blanc», de lever le voile sur de nombreux maux qui frappent de plein fouet la société marocaine dans ses différentes ramifications. L'objectif clair de toutes ces chroniques qui frappent par leur ton et leur actualité est de tirer la sonnette d'alarme sur des sujets qui doivent être traités en profondeur et en toute urgence pour que la société marocaine puisse aborder les défis du futur avec plus de sérénité et de logique. «L'idée étant claire et ne souffre aucune ombre : face au flou, face à toutes les zones d'ombre qui entourent à la fois cette situation inextricable que nous vivons et les réalités de la pandémie, nous sommes obligés de faire le bon diagnostic, de prendre le temps de bien lire la gravité de ce qui nous frappe de plein fouet et surtout de faire très attention devant ce trop-plein de vraies-fausses informations qui circulent sur tous les canaux prêchant une chose et son contraire, pour éviter les amalgames, les écueils et les dangers qui nous guettent», explique Docteur Imane Kendili qui prend ici le pouls de la société dans laquelle elle vit et elle opère en tant que clinicienne spécialisée pour apporter également une variété de réponses sur le pourquoi du comment de cette perdition à la fois des valeurs et de la santé mentale de la société, aggravée par la pandémie et tous ces effets secondaires.

Crises majeures

Car, c'est de cela qu'il est ici question, le bien-être mental des populations face aux dangers, leur force de réaction face aux risques, leur capacité de riposte face aux aléas du temps, leur énergie collective face aux inattendus. Sur deux années très particulières de la vie marocaine, Docteur Imane Kendili, a pris le temps de bien observer le milieu et l'environnement dans lequel elle travaille et vit ayant de nombreux contacts avec toutes les couches sociales marocaines, pour

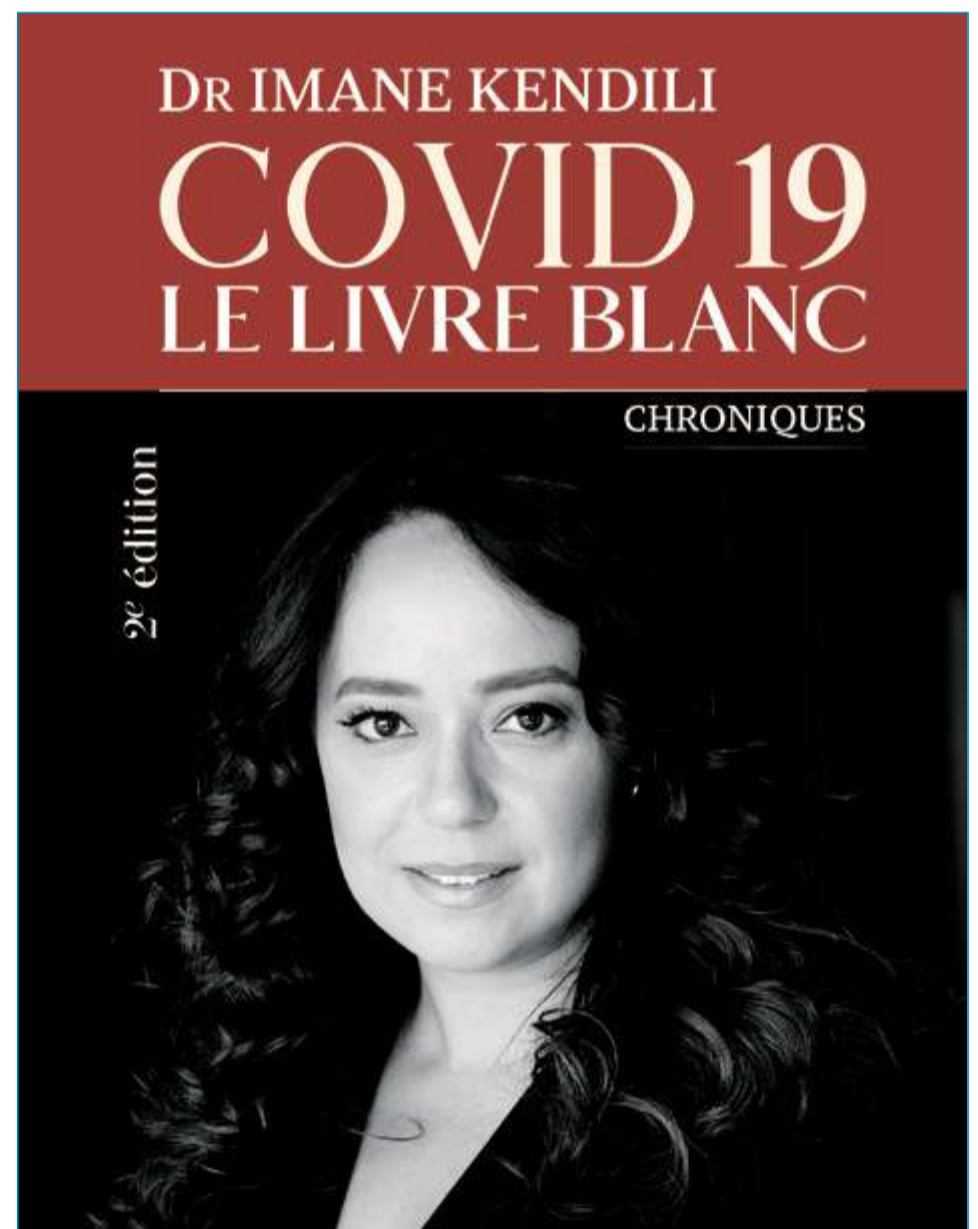
nous livrer un regard sans concessions, sans compromis et d'une acuité telle que nous avons le tableau bien clair devant nos yeux pour appréhender le futur en nous armant d'outils à même de juguler le pire. «Le propos de ces chroniques puisées dans la vie quotidienne, touchant à de nombreux sujets, est de faire une lecture juste et sans filtre de la situation que traverse le Maroc depuis janvier 2020 faisant face à l'une des pires crises sanitaires de son histoire. Il est question d'aborder diverses questions et thématiques actuelles pour apporter des éléments de réponse à la fois en tant que psychiatre, mais aussi en tant qu'écrivaine et citoyenne, impliquée dans la vie de ma société, soucieuse de donner aux lecteurs une série de points de vue sur les sujets brûlants du moment pour mieux réagir face à cette terrible crise», souligne Docteur Imane Kendili.

En effet, dans un Maroc de défis et de dépassement, un Maroc qui a déployé une incroyable somme d'énergie pour faire face à la pandémie répondant plus

ou moins avec efficacité, limitant au maximum les dégâts, malgré quelques ratés et quelques couacs, l'auteure a mis le doigt sur ce qui doit être entrepris en urgence pour faire face aux crises majeures : la cohésion sociale, la solidarité entre citoyens et couches sociales, la mise en place de cellules de réflexions pour traiter les questions les plus épineuses de la société marocaine, avec un point d'orgue : celui de la santé mentale des Marocains qui doit être une priorité nationale.

Voici un livre qui va à l'essentiel avec un discours assumé et une prise de position claire ne souffrant aucune hésitation pour poser le doigt sur ce qui ne va pas, c sur ce qui peut aller mieux, sur ce que nous devons tous entreprendre, chacun à sa mesure pour mieux aborder les crises et s'armer de logique et de raison face aux dangers qui nous menacent.

"Covid-19 : le livre blanc". Éditions Orion. 240 pages. Deuxième édition. Février 2022. Disponible en librairie.



Un nouvel essai coup-de-poing de Driss Ajbali

"Éric Zemmour, un outrage français"

«La Croisée des chemins» publie le 24 janvier 2022 un essai du sociologue franco-marocain, Driss Ajbali. Intitulé "Éric Zemmour, un outrage français", ce livre s'annonce comme coup de poing. L'auteur s'est donné comme ambition d'analyser et de décrypter le phénomène Zemmour et sa prodigieuse irruption dans le paysage politique français.

Premier fait et non des moindres, le livre est publié simultanément par trois éditeurs et dans quatre pays, le Maroc et la France (La Croisée des chemins), la Tunisie (Nirvana) et l'Algérie (Frantz Fanon). C'est une première. Un exploit réussi par Abdelkader Retnani, l'éditeur marocain. Évoquant la sortie simultanée de l'ouvrage dans quatre pays, M. Retnani précise «qu'il s'agit d'une opération unique en son genre, menée avec deux éditeurs d'Algérie et de Tunisie, dans un élan de solidarité maghrébine face à Éric Zemmour, "ce personnage", homme de télévision qui, dans un tropisme trumpiste, a fini comme le chantre de la division».

Le livre est un pavé de plus de 500 pages. Et pour cause. En 17 chapitres, en plus d'une introduction et d'un épilogue, l'auteur revient sur des événements clés ou sur des livres qui ont marqué la France des deux dernières décennies (2000 - 2017). Il s'annonce comme une suite des livres publiés par cet auteur dans le début des années 2000 : "Violences et immigration" (paru en 2000), préfacé par Catherine Trautmann, ancienne ministre de la Culture ou "Ben Laden n'est pas dans l'ascenseur" (2002) co-signé avec le journaliste Daniel Riot. Après une longue expérience dans un quartier strasbourgeois, dit difficile, Driss Ajbali s'est imposé comme un connaisseur reconnu des questions d'immigration et surtout des questions de violence urbaine. En témoignent ses nombreuses chroniques, depuis 20 ans, dans de nombreux médias marocains ou français.

La table de matière est alléchante. De "la gifle de Bayrou" à "l'Islam de France", "des Indigènes de la République" au "procès Charlie" «des gang des barbares» aux attentats de 2015, Ajbali, effeuille, sans concessions, les événements et finit par dresser un croquis sociologique de la France des débuts de ce siècle. Et c'est Éric Zemmour qui lui sert de fil conducteur. Et si le livre s'arrête à 2017, c'est parce que cela correspond au mandat d'Emmanuel Macron. L'auteur réserve son épilogue à cinq dernières années «congelées» par le phénomène des Gilets jaunes et la pandémie mais aussi par le terrorisme islamiste, l'insécurité ou l'indigénisme.

M. Ajbali tente de démentir les affirmations de Zemmour qui prétend alerter les Français, tel un casseur, depuis 30 ans. Le journaliste Éric s'est mué en l'idéologue Zemmour que depuis 2006 et particulièrement depuis 2008. «Éric Zemmour est venu sur le tard sur les questions iden-

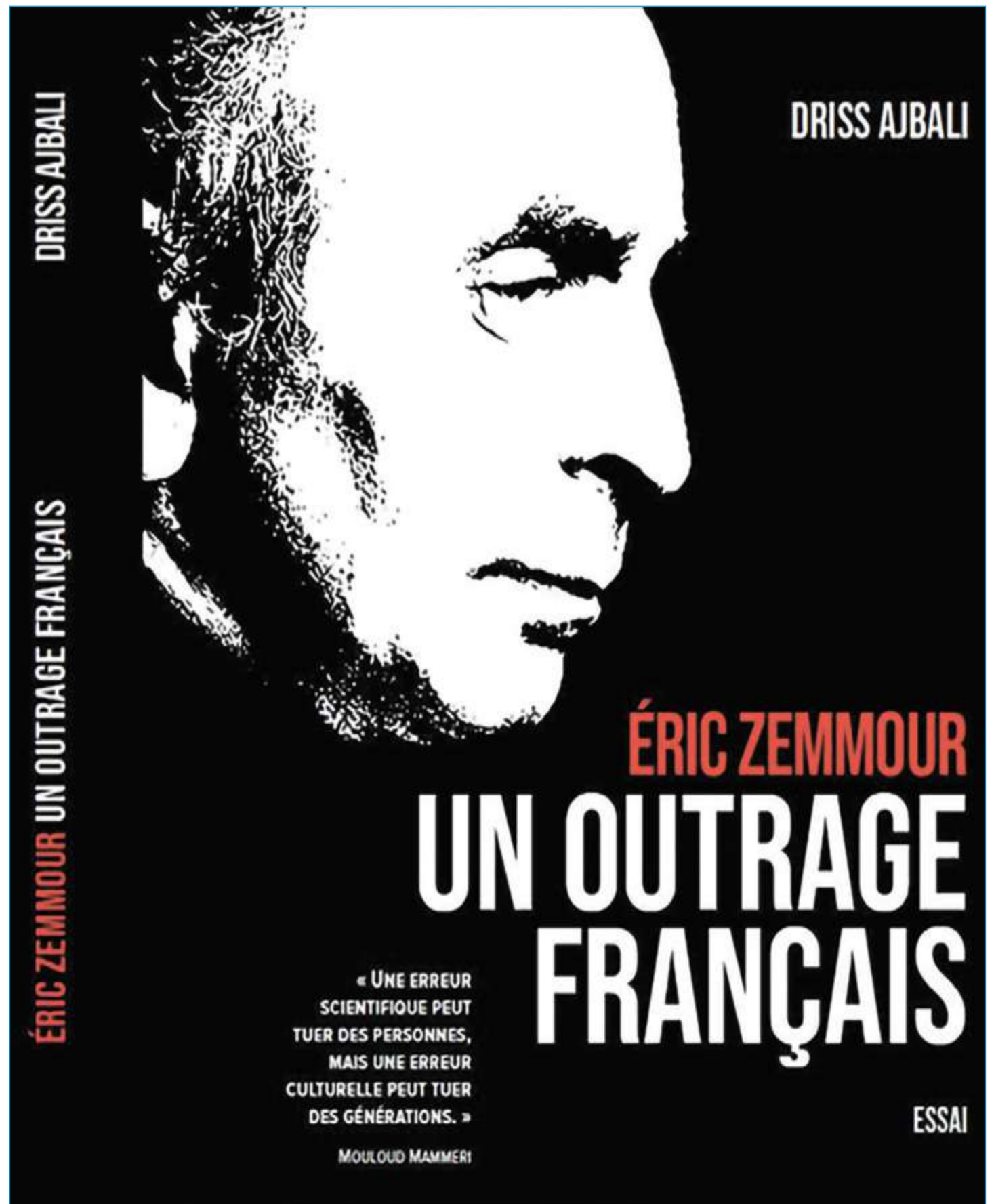
titaires. Et parce que talentueux, il est devenu un vaisseau amiral. Il n'est pas seul. Il est relayé par une myriade de réseaux et un archipel de médias comme Causeur, Valeurs actuelles ou Cnews qui lui a servi de rampe de lancement», affirme l'auteur. «Dans les années 1980 et 1990, Zemmour était absent dans le radar sur les questions d'immigration» a déclaré à la MAP, le sociologue et écrivain Driss Ajbali, également Médiateur de l'Agence Marocaine de presse.

Pour M. Ajbali, Zemmour avait une ambition littéraire déçue et contrariée. Il s'est réfugié dans l'essai où il est devenu un phénomène d'Édition en particulier depuis "Le Suicide français" (2014). Au fil des ans, ces propos sont devenus de plus en plus borderline et sulfureux. Il a fini comme "startup de l'indignité", continue l'auteur.

«Depuis plus de 30 ans, Driss Ajbali a réalisé un travail remarquable en matière

de réflexions sur les questions de migrations», a souligné M. Retnani, le directeur de «la Croisée des chemins», maison éditrice de "Éric Zemmour, Un outrage français". «J'ai lu ses écrits et on a mis les bouchées doubles pour sortir l'ouvrage sur "ce personnage" hors norme, qui porte en lui les germes d'une guerre civile en France», a dit M. Retnani dans une déclaration à la MAP.

Sofia El Aouni





Par Najiba Beza Bennani

Arthur Rimbaud

Un géant de la littérature mondiale

Rimbaud témoigne, dès ses premiers vers, d'une éblouissante virtuosité ; et, dans des poèmes qui expriment, pour la plupart, les inquiétudes et les révoltes de son adolescence, il a tôt fait d'épuiser les ressources offertes par l'exemple de ses prédécesseurs romantiques.

Il tente alors de devenir une sorte de démiurge et de créer un univers magique.

Mais il renonce bientôt à sa chimère et pas pour l'aventure, indifférent désormais au sort de son œuvre.

Né à Charleville, Arthur Rimbaud, de bonne heure, se révolte contre la tyrannie d'une mère inflexible et s'abandonne à la séduction de rêves lointains ; il marque sa rancune d'enfant incompris par de terribles colères et par des escapades.

Sa vocation poétique s'éveille, au collège, pendant l'année de rhétorique.

Arthur Rimbaud a découvert tous les secrets de l'art ; il imite Victor Hugo, obéit à une inspiration personnelle : il traduit dans *Sensation*, dans *Ma Bohème*, le bonheur sensuel dont

il jouit au cours de ses promenades errantes ; il révèle avec humour, dans *Roman*, ses premiers émois sentimentaux ; il atteste, dans *Bal des Pendus*, la puissance de son imagination visionnaire ; et il exhale son horreur native pour la vie mesquine en cinglant de son ironie cruelle la petite bourgeoisie de Charleville.

Les impatiences de l'adolescent prennent bientôt la forme d'une haine vivace pour le conformisme social.

Rimbaud renonce à passer le baccalauréat, vend ses livres, gagne Paris, se fait arrêter pour avoir voyagé sans billet, est interné quelques temps à la prison, puis va chercher fortune en Belgique.

Revenu à Charleville, il ronge son frein.

La plupart des poèmes qu'il compose de 1870 à 1871 portent la trace de sa révolte.

Il proclame son mépris pour l'Empereur (Rages de César) ; plaint les victimes de la guerre (*Le Dormeur du Val*).

Il incline vers une sorte de nihilisme sentimental et intellectuel, maudit la religion chrétienne, décrit l'impureté de la grande ville avec des accents d'une violence extrême.

Mais le poète trouve dans son génie les ressources nécessaires pour échapper au désespoir.

Comme Baudelaire, il aspire aux révélations d'un monde inconnu.

Dans *Bateau Ivre*, il décrit symboliquement cette audacieuse équipée.

Ce poème marque un tournant dans sa vie.

Verlaine, enthousiasmé par ces strophes ardentes le presse de venir le rejoindre.

Rimbaud répond à cette invitation, habite avec lui à Paris, en Belgique et en Angleterre.

Pendant cette période tourmentée

de son existence, il renouvelle sa vision poétique, compose des poèmes étranges (*Voyelles*, *Larme*, *Patience*, *Mémoire*, *la Rivière de Cassis*), rythme des chansons, mais il compromet sa santé par l'alcoolisme et par la débauche.

Il abandonne Verlaine et rentre de Londres.

Las et écoeuré, il achève son œuvre "*Une Saison en Enfer*".

Le poète est déçu par son art ; l'homme est honteux de ses fautes.

Arthur Rimbaud s'accuse de s'être abandonné à des chimères poétiques : "J'écrivais des silences, des nuits, je notais l'inexprimable. Je fixais des vertiges. Je m'habituai à l'hallucination simple : je voyais très franchement une mosquée à la place d'une usine... Je brûle comme il faut. Va, démon.

Désormais, Rimbaud a des élans vers l'Idéal, il exalte la charité, la pureté.

La vie littéraire de Rimbaud ne s'achève pas, comme on l'a cru longtemps, sur cet "adieu" qu'il lançait à la fin d'une Saison en Enfer.

Il met au net une autre œuvre en prose poétique, formée de morceaux distincts, qui ont été remis sous le titre *Illuminations*.

Il invente un langage poétique, crée des images insolites.

Même quand l'esprit est déconcerté par la fulgurance des visions transcrites, ces poèmes exercent sur la sensibilité et sur l'imagination, par la splendeur du vocabulaire, par la tension de la forme, un prestige envoûtant.

Après les *Illuminations*, Rimbaud semble avoir renoncé définitivement à la poésie.

Il voyage à travers l'Europe, part pour l'Afrique.

Il ne regagne la France qu'en 1891 pour y être amputé d'une jambe et pour y mourir.



facebook

420K

PLUS DE **420000** ABONNÉS ! MERCI À TOUS



Sur papier ou sur mobile

LA VERITE *est partout*

www.laveritehebdo.com